

(1)

(N° 133.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 MARS 1906.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1906 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1906 s'élève à 22,771,067 francs.

Les dépenses ordinaires sont en augmentation de 1,309,800 francs sur celles de 1905.

Mais, d'autre part, les dépenses exceptionnelles qui s'étaient élevées à 1,576,550 en 1905 — à raison des crédits pour l'Exposition universelle et internationale de Liège — se réduisent à 115,000 francs pour l'exercice nouveau.

Il s'ensuit que l'ensemble du Budget pour 1906 comporte une diminution de 151,750 francs sur le Budget précédent.

* * *

EXAMEN EN SECTIONS.

Dans la *première section*, un membre a exprimé le regret de voir disparaître, aux dépenses exceptionnelles, le subside de 110,000 francs pour la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail instituée par la loi du 21 juillet 1890. Des observations ont été présentées au sujet de la carte géologique et au sujet des crédits portés à l'article 26 pour les « Encouragements à l'esprit d'association économique et

(1) Budget, n° 4^{VIII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Bertrand, Davignon, Hubert, Mabille, Verhaegen et Carton de Wiart.

professionnelle chez les ouvriers » et pour les « Souscriptions à des publications intéressant les unions professionnelles ». Un membre a réclamé des subsides pour les Bourses de travail, qu'elles soient dues à une initiative privée ou à l'initiative officielle.

Dans la *deuxième section*, un échange de vues a eu lieu au sujet de l'exploitation du nouveau bassin minier du Nord de la Belgique. Des renseignements ont été demandés au sujet de l'application de la loi sur la réparation des dommages causés par les accidents du travail.

Dans la *troisième section*, un membre a réclamé l'institution du diplôme légal d'architecte. Il voudrait que dans toutes les communes, la surveillance des constructions et bâtiments fût assurée de façon à empêcher les accidents. Un autre membre a demandé que l'inspection du travail soit renforcée dans les industries techniques. Il a été demandé aussi que le dépôt des marques de fabrique soit réformé dans le sens d'une plus grande spécialisation et que le Gouvernement poursuive par tous moyens l'amélioration du petit outillage mécanique.

A la *quatrième section*, un membre a réclamé le renforcement de l'inspection du travail dans l'industrie verrière. Un autre voudrait une inspection spéciale pour le travail dans les ports. La question de l'intervention de l'Etat, en vue de fournir des locaux convenables aux écoles industrielles, a été soulevée. Enfin, un membre estime que les comités de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance sont absorbés par les fonctions que leur confie la loi sur les pensions de vieillesse, au point de négliger souvent le rôle qui leur incombe en matière d'habitations ouvrières. Il voudrait que les secrétaires de ces comités reçoivent une rémunération sérieuse qui leur permettrait de donner tous leurs soins à la tâche importante et complexe dont ils sont chargés.

La *cinquième section* a été unanime à émettre un vœu en faveur du maintien du subside de 110,000 francs au profit de la Caisse de prévoyance et de secours des victimes des accidents du travail.

Au sein de la *sixième section*, un membre a demandé le renforcement de l'Inspection du travail. Un autre a demandé que le Département publie l'indication du nombre des personnes qui, profitant des dispositions de la loi sur les pensions de vieillesse, ont opéré des versements à la Caisse de Retraite et de celles qui, appartenant à la classe ouvrière, n'ont pas opéré ces versements. Enfin, il a été demandé que l'examen des statuts des unions professionnelles ne soit pas confié au Conseil des Mines, qui a été institué pour d'autres attributions.

Le projet de Budget a été voté :

Dans la 1^{re} section par 9 oui et 3 abstentions.

— 2°	—	10 oui et 1 abstention.
— 3°	—	15 oui.
— 4°	—	10 oui.
— 5°	—	13 oui.
— 6°	—	10 oui.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Avec la certitude d'exprimer le sentiment de la Chambre, votre Section centrale pour 1905 souhaitait un complet succès à l'Exposition de Liège. « Puisse cette Exposition, disait-elle, en révélant plus parfaitement au monde le génie et l'énergie de notre nation, le mérite de son industrie et celui de son travail, prouver aux puissances qui ont présidé à notre indépendance l'usage pacifique et fécond que nous avons su en faire. »

Ce vœu s'est réalisé. Le succès de notre Exposition jubilaire a été unanimement constaté, et il convient d'en remercier et d'en féliciter tous ceux qui ont participé à cette entreprise hardie, notamment l'honorable chef du Département qui lui a prodigué le concours de sa bonne grâce et de son dévouement éclairé.

Le soixante-quinzième anniversaire de notre indépendance nous a valu, à côté ou au sein même de l'Exposition, maintes cérémonies, maintes publications, maints congrès qui ont contribué à mettre en une lumière plus vive les progrès que notre pays a réalisés en tous les domaines.

Parmi ces publications, il convient de louer notamment l'important ouvrage intitulé : *La Belgique* (1) où se trouvent exposées, en un remarquable panorama, les institutions qui nous régissent, notre puissance industrielle et l'importance de notre commerce. Dans notre séance du 16 novembre 1905, l'honorable M. Hector Denis, en félicitant le Département de la publication de ce volume « extrêmement documenté et remarquablement illustré », exprimait le désir qu'il en fût fait une édition qui « par un extrême bon marché, deviendrait accessible au plus grand nombre. » La Section centrale s'associe volontiers à ce désir.

S'il est vrai, comme le dit le poète, que

La conscience de soi force la destinée,

le peuple belge, en constatant l'état général de ses institutions, l'impulsion puissante donnée aux œuvres d'économie sociale, l'activité inlassable de son industrie dans l'étonnante diversité de ses productions sur un territoire aussi restreint, le rang qu'il occupe dans le commerce international, en concevra une utile fierté qui le rendra plus énergique et plus entreprenant pour les efforts grandissants que l'avenir exige de lui.

Parmi les Congrès, comment ne pas citer du moins le *Congrès d'expansion mondiale* qui provoqua une si merveilleuse émulation de recherches et de travaux scientifiques ou pratiques, bien propres à agrandir nos horizons et à nous faire envisager plus clairement les conditions nouvelles du progrès économique?

L'examen de ces conditions est une tâche qui intéresse tout spécialement le Département de l'Industrie et du Travail.

Notre travail national aussi bien que notre industrie nationale profiteront de ces recherches. En effet, qui ne se rend compte aujourd'hui de la solidarité

(1) *La Belgique*. Institutions. Industrie. Commerce. — Bruxelles, Imp. Goemaere, 1905.

profonde qui les unit? Qui ne comprend que l'amélioration du sort de nos ouvriers ne dépend pas seulement des lois sociales ou même des œuvres sociales, mais qu'elle est intimement liée à nos progrès industriels?

« On ne doit pas perdre de vue, écrit M. Ad. Prins dans un récent ouvrage : *De l'esprit du Gouvernement démocratique*, que l'efficacité des lois ouvrières est en corrélation avec la prospérité industrielle et commerciale et que ces lois ne sont applicables que si l'ampleur du développement économique donne à la nation les débouchés nécessaires et la résistance voulue. Pour que le chef d'entreprise puisse accorder les hauts salaires et les courtes journées de travail légitimement désirés par les ouvriers, il y a une chose plus importante que la réglementation rigoureuse imposée par un parlement, c'est un ensemble de conditions qui donnent au capital et à l'industrie le ressort interne et l'élasticité, mais qui échappent à l'action parlementaire. Il faut que les industriels puissent toujours adapter leur outillage aux progrès de la technique; qu'ils fassent étudier d'une façon constante les procédés nouveaux, qu'ils recherchent sans cesse l'économie de la force, de la chaleur, du mouvement; qu'ils s'ingénient sans cesse à utiliser les déchets et les sous-produits; qu'il y ait, du haut en bas de l'usine, l'esprit d'organisation et d'initiative.

» La chimie et l'électricité n'ont aucun rapport avec le régime parlementaire; elles en ont beaucoup avec la condition future des ouvriers et le régime futur du travail (1). »

Dans tout accroissement de la prospérité industrielle, le travail réclame et a le droit d'obtenir sa part.

Ainsi, notre population ouvrière est intéressée directement à ce que la science économique, pour assurer les progrès de notre production, étudie ses conditions et recherche ses besoins.

* * *

Notre situation économique et les syndicats industriels.

Parmi ces besoins, qu'il nous soit permis d'insister sur un phénomène récent, que l'on chercherait en vain de combattre, et dont notre industrie pourrait, nous semble-t-il, tirer meilleur parti encore qu'elle ne le fait aujourd'hui.

Nous voulons parler de la tendance au groupement, au syndicat, qui marque de plus en plus nettement notre évolution économique dans le monde industriel comme dans le monde ouvrier,

Il y a entre le syndicalisme industriel et le syndicalisme ouvrier un parallélisme d'autant plus remarquable, que l'un et l'autre se rattachent aux mêmes causes historiques. L'organisation des métiers sous l'ancien régime ne se bornait pas à protéger l'artisan, il réglait rigoureusement la production. La corporation n'influait pas seulement la journée de travail et le taux

(1) AD. PRINS. — *De l'esprit du Gouvernement démocratique*. Bruxelles, Misch et Thron, 1906, p. 224.

des salaires. Elle déterminait les quantités et les qualités des objets produits. La Révolution française est venue. Elle a vaincu. Et le libéralisme économique, se dégagant de toutes entraves, a affirmé sa toute-puissance jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle. Il nous a valu une période d'activité débordante qui a mis en jeu toutes les ressources et toutes les énergies humaines. Mais les excès de ce système ont entraîné une réaction à laquelle nous assistons chaque jour. Cette réaction, qui n'est d'ailleurs qu'un de ces coups de piston auxquels l'humanité a toujours été condamnée dans sa lutte immémoriale entre l'autorité et la liberté, nous ramène, bon gré mal gré, à ces conceptions d'organisation corporative qui caractérisaient l'ancien régime, et que les J.-B. Say et les Adam Smith, d'accord avec l'Assemblée Constituante, avaient cru décriées et à jamais abandonnées.

Certes, entre les corporations ouvrières ou industrielles d'aujourd'hui et les métiers d'avant 1789, les variantes sont sensibles, les différences sont profondes. N'importe. C'est l'association professionnelle qui triomphe de l'individualisme et qui impose partout sa nécessité. Dans le monde ouvrier, elle est née des excès du manchestérianisme s'exerçant au dam de la main-d'œuvre et aboutissant au « cannibalisme » dénoncé par Herbert Spencer. Dans le monde industriel, elle est née des abus de la libre concurrence entraînant l'anarchie dans la production.

D'une part, les travailleurs se solidarisent pour réglementer les conditions de leur collaboration à la tâche universelle. D'autre part, les intérêts industriels et commerciaux se coalisent pour substituer l'action collective à la libre concurrence dans la fixation des conditions de la production et de la vente. Ils y trouvent l'avantage de pouvoir supprimer les intermédiaires inutiles et de pouvoir utiliser en commun de nouveaux moyens d'expansion et de crédit, de pouvoir répartir des commandes entre des sièges industriels affectés à des spécialités déterminées et assurés dorénavant d'un développement plus méthodique et plus pacifique. Il faut ajouter à ces mérites des coalitions industrielles celui de dispenser le personnel technique de tout souci d'ordre commercial en sorte qu'il puisse se consacrer tout entier au perfectionnement de l'outillage et à la recherche des procédés les plus pratiques et les moins onéreux.

C'est le secret de l'apparition et du succès de ces entreprises monstres dont l'évolution économique d'aujourd'hui nous offre le spectacle.

Telle, aux Etats-Unis, la « Steel Corporation » dont la force réelle de production atteindra bientôt 28,500,000 tonnes de fer, 30,000,000 de tonnes d'acier et 26,500,000 tonnes de laminés.

Tel, dans la même industrie sidérurgique, le « Stahlwerksverband », union des aciéries allemandes, qui a créé des agences de vente dans de nombreux pays et qui représente déjà 8,150,950 tonnes de participations effectives.

Tels, en Allemagne aussi, ces deux trusts de l'industrie électrique, l'« Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft » et la « Société Siemens et Halske », nés de hier et qui rayonnent aujourd'hui en maints pays par les sociétés régionales qu'elles aident à constituer, ce qui leur permet non seu-

lement de combattre directement l'industrie de ces pays étrangers, mais de les combattre avec les capitaux de ces pays eux-mêmes.

Parfois aussi, le groupement industriel a été hâté par les exigences du groupement ouvrier, comme il advint pour le puissant *Rheinisch-Westphälische Kohlen-Syndikat*, dans le bassin de la Ruhr, né à la suite des grèves de 1889, et dont les participations actuelles comportent 77,840,000 tonnes, soit plus de trois fois la production de tous les charbonnages belges.

Quelques-uns s'alarment de ce groupement industriel, dont les pays concurrents du nôtre nous offrent des exemples si curieux. Les uns se demandent s'il ne tend pas à l'hégémonie et à une sorte de monopole mondial. D'autres si les revendications du travail, suppléant à l'absence de concurrence entre les producteurs, feront un suffisant contrepois à sa puissance. Nous n'entendons pas aborder ici ces problèmes, quelque intéressants qu'ils soient. Mais tenant compte de ce phénomène, de plus en plus saisissant, nous nous demandons si l'industrie belge qui s'est développée avant l'industrie allemande et qui, à l'époque où celle-ci naissait à peine, connaissait déjà toutes les hardiesses du libéralisme économique le plus absolu, n'est pas trop lente à participer à une évolution qui apparaît comme fatale (1).

L'association est comme la lance d'Achille. Elle guérit les blessures qu'elle a faites.

Ce n'est pas sur l'État que notre industrie nationale doit compter pour lutter contre la concurrence des groupements étrangers. A ceux-ci elle doit répondre par d'autres groupements.

Certes, les pouvoirs publics pourront intervenir pour canaliser l'évolution économique dans ses manifestations les plus inquiétantes pour l'industrie nationale.

Qu'ils recourent, en pareil cas, aux expédients de la législation douanière ou au système des adjudications restreintes pour empêcher qu'une industrie naissante soit étouffée par des groupements étrangers, avant même d'avoir pu prendre son essor, on le comprendrait aisément.

C'est ainsi que, sans établir des droits qui amèneraient un relèvement des prix du marché, nos tarifs douaniers pourraient mettre notre industrie belge de constructions électriques dans une situation qui atténuerait son état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence étrangère et assurerait de meilleures conditions de travail aux nombreux ouvriers que cette industrie emploie dès aujourd'hui.

Un équipement électrique de voiture motrice de tramway de 30 chevaux, d'une valeur approximative de 4,000 francs, paie à l'entrée en Allemagne fr. 668.15, soit 16.70 p. c., tandis que le même équipement entrant en Belgique paie 110 francs, soit 2.77 p. c.

Une lampe à arc d'une valeur approximative de 40 francs paie à l'entrée en Allemagne fr. 7.50, soit 18.75 p. c.; à l'entrée en France 9 francs, soit 22 1/2 p. c.; à l'entrée en Belgique fr. 0.60 soit 1.50 p. c.

(1) GEORGES DE LEENER. *Les syndicats industriels en Belgique*. Bruxelles, Misch et Thron, 1904.

Les lampes à incandescence paient à l'entrée en Allemagne 100 francs les 100 kilogrammes, en France 700 francs les 100 kilogrammes, en Belgique 12 francs les 100 kilogrammes.

Le fil de cuivre nu, qui entre pour une proportion considérable dans les constructions électriques, paie en Belgique un droit d'entrée de 10 p. c., ce qui, au prix actuel du métal, revient à environ 20 francs aux 100 kilogrammes, alors que ce même fil de cuivre, bobiné sur un rotor de dynamo, ne paie à l'entrée en Belgique que 4 francs aux 100 kilogrammes. C'est une prime à l'importateur d'appareils électriques.

Ces anomalies expliquent, pour une bonne part, comment notre pays, qui s'était fait une réputation européenne dans l'industrie des transports et qui a compté, dès le début, des ingénieurs électriciens de premier ordre, a été vaincu, même à l'intérieur de ses frontières, par les syndicats industriels étrangers. Elles justifient, croyons-nous, une modification à nos tarifs douaniers.

Mais ce ne sont là que des atténuations, que tel ou tel cas particulier peut réclamer... Si l'évolution économique peut ainsi être canalisée, il ne faut pas compter sur ces moyens pour lui barrer complètement le chemin.

Un groupement plus méthodique de nos forces industrielles, aidé par un concours attentif de nos grands établissements financiers et doublé d'une organisation commerciale plus parfaite, tel semble devoir être notre véritable programme économique à l'heure présente. Nos traditions et nos institutions semblent nous rendre le groupement plus facile qu'à d'autres. Quant à nos capitaux, on ne peut leur reprocher leur timidité, et leur audace d'expansion les a même parfois entraînés à des aventures qu'une utilisation nationale leur eût évitées. Notre organisation commerciale est insuffisante. La Belgique ne compte guère qu'une cinquantaine de maisons de commerce d'importation établies dans le monde entier (1). De même qu'il faut élever les exploitations à la hauteur de la technique moderne, il faut perfectionner notre commerce extérieur, qui dépend des commissionnaires étrangers pour ses exportations.

Ces conclusions sont à peu près celles auxquelles aboutit, dans un rapport récent, la Commission d'enquête chargée, par la *Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger*, d'étudier la situation économique de la Belgique et les moyens pratiques qui sont nécessaires pour lui conserver sa puissance.

Voici ces conclusions :

a) L'Europe doit non seulement maintenir, mais faire progresser son expansion, si elle ne veut pas déchoir ;

b) Cela est encore beaucoup plus vrai pour la Belgique, dont non seulement la prospérité mais l'existence même dépendent du travail ;

(1) G. DE LBNER. *Du rôle de la concentration industrielle dans l'expansion commerciale*. Rapport présenté au Congrès international d'expansion mondiale. Mons, 1905.

c) La Belgique a une production égale à la moitié de celle de la France, au tiers de celle de l'Allemagne et un marché intérieur très faible ;

d) Elle n'a ni colonies ni marine digne de ce nom. Elle doit donc produire à très bas prix pour pouvoir vendre aux pays concurrents ;

f) Le prix de la main-d'œuvre augmentant et l'effet utile de ses ouvriers diminuant, il y a lieu de trouver des compensations ;

g) Celles-ci ressortissent à trois ordres d'idées différents :

1° Perfectionnement de notre outillage industriel ;

2° Création d'industries de finissement et d'anoblissement, c'est-à-dire de spécialités ;

3° Vente directe de nos produits à l'exportation et augmentation de nos débouchés ;

h) Les moyens les plus propres à employer pour arriver à ces résultats paraissent être les suivants :

1° Développer et généraliser l'enseignement à tous les degrés, notamment l'enseignement professionnel, industriel et commercial ; avant tout, décréter l'obligation de l'instruction primaire en veillant à sauvegarder la liberté d'opinion d'un chacun ;

2° Réorganiser sérieusement nos chambres de commerce ;

3° Donner à notre représentation à l'étranger une direction aussi commerciale et aussi industrielle que possible ;

4° Créer des comptoirs commerciaux partout où ce sera possible ;

5° Organiser notre crédit à l'étranger par la création de succursales à nos établissements financiers ;

6° Développer et compléter notre outillage national en ce qui concerne les moyens de faire arriver les marchandises à nos ports ;

7° Développer notre marine marchande (1).

C'est à bon droit, croyons-nous, que la *Fédération* place le développement de l'enseignement à tous les degrés, et notamment le développement de l'enseignement technique, au premier rang des remèdes que requiert notre situation économique. Nous rencontrerons plus loin quelques-unes des considérations qu'appelle cette année la situation de cet enseignement en Belgique.

* * *

La marine marchande.

Quant à la marine marchande qui, parmi les autres remèdes signalés par la *Fédération des intérêts belges à l'étranger*, se rattache, par certains côtés tout au moins, à l'activité du Département de l'Industrie et du Travail, nous reconnaissons bien volontiers que l'unanimité n'est pas encore faite sur le degré d'utilité qu'elle réaliserait au profit de notre situation économique.

(1) *Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger*. Rapport présenté au nom de la première commission d'enquête, par M. Léon Hubert, membre de la Chambre des Représentants, avec la collaboration de MM. Léon Hennebicq et Carl Herrmann. Bruxelles, Imprimerie des Travaux publics, 1906.

D'aucuns continuent à prétendre qu'il est aussi avantageux pour nous de louer les navires que nos voisins nous fournissent que de créer nous-mêmes, à grands frais, des lignes de navigation qui, ayant à lutter contre l'internationalisation des moyens de transport et contre des coalitions puissantes, ne pourraient suffire en tous cas à l'extraordinaire subdivision d'expéditions qui caractérise aujourd'hui le commerce d'outre-mer. Ils professent volontiers, avec M. Andrew Carnegie, que « le commerce ne suit pas le drapeau, mais suit la piste des meilleures affaires » (1). Ils considèrent comme plus urgentes et plus pratiques des réformes en voie de réalisation : la réorganisation de nos consulats et de nos chambres de commerce, — la création d'écoles de commerce destinées à former les jeunes gens qui iront créer des comptoirs à l'étranger et qui nous renseigneront sur les besoins, les habitudes, les goûts de la clientèle exotique, — la fondation d'établissements financiers belges à l'étranger ou tout au moins l'organisation d'un système de succursales et de correspondants qui permettra à l'industriel belge d'exporter *directement*.

« Le problème de l'exportation directe, lisons-nous dans une étude intéressante en dépit ou peut-être à cause de son pessimisme, est avant tout un problème commercial et bancaire. La question des transports n'y joue aucun rôle. Toute l'agitation en faveur d'une marine marchande est, à cet égard, basée sur un sophisme et sur la méconnaissance des conditions effectives de notre système de transports. » (2).

Qu'une meilleure organisation commerciale et bancaire soit nécessaire pour développer notre exportation directe, nous n'aurons garde d'y contredire. Mais cette exportation directe, qui serait une compensation si précieuse au protectionnisme de nos voisins et à l'augmentation éventuelle de nos prix de revient, comment la garantir si nous ne pouvons échapper aux inconvénients d'une dépendance qui nous impose actuellement l'obligation de tout produire — avec des frais considérables, — pour une clientèle dispersée — qui nous ignore, au lieu de nous permettre de nous limiter à la fabrication lucrative de quelques types déterminés en vue d'une clientèle plus régulière? Nos transporteurs, qui sont nos concurrents, ne pourraient-ils même pas, d'un jour à l'autre, — sous l'influence de quelque réaction économique ou politique, — augmenter leurs exigences sur le fret au profit de leur propre trafic?

L'exemple de l'Allemagne vient encore ici à l'appui de ceux qui réclament une utilisation nationale de notre frontière maritime et les moyens que cette utilisation suppose : le recrutement du personnel marin, la construction des navires, l'armement.

Quelles sont les causes de l'admirable développement industriel de l'Allemagne?

Comment une nation, pauvre de capitaux, pourvue d'un sol ingrat, s'est-elle

(1) A. CARNEGIE. *L'Empire des affaires*. Paris, Flammarion, p. 209.

(2) W. VOGEL. *De notre décadence industrielle*. Bruxelles, Société belge de librairie, 1905, p. 4.

transformée aussi vite en une puissance industrielle et commerciale de premier ordre ?

Certes, la politique suivie par le gouvernement y a contribué. En réservant à l'industrie nationale le marché indigène, elle lui a permis de conquérir les marchés étrangers grâce aux primes d'exportation prélevées sur le bénéfice des ventes à l'intérieur.

Mais ne voit-on pas que la possession d'une flotte intérieure et extérieure, complétée par la création de dépôts sur tous les points de ravitaillement, comme aussi la création des banques qui ont accompagné le pavillon, ont singulièrement concouru à investir l'industrie allemande de sa force actuelle ? Le développement de cette industrie ne marche-t-il pas de pair avec le développement de sa marine marchande et de sa batellerie ?

Si nos champs d'action sont différents et différentes nos ressources, il est difficile de méconnaître la portée d'un exemple aussi récent.

La Belgique n'est-elle pas seule peut-être, parmi les nations civilisées possédant des ports et une frontière maritime, à rester tributaire de l'étranger pour l'immense majorité de ses exportations ?

Les 9,056 navires qui sont sortis de nos ports en 1904 avaient une capacité de 11,144,489 tonnes ; ils ont emporté 5,691,100 tonnes de marchandises équivalant à une valeur de 1,737,100,000 francs.

Mais il est triste de constater que tout notre outillage maritime, créé à coups de millions, et qui est une question de vie ou de mort pour notre expansion économique, favorise une industrie exclusivement étrangère : celle des transports maritimes.

La navigation nationale n'est, en effet, représentée dans les chiffres que nous venons de citer que par 69 navires d'une jauge de 102,737 tonnes, soit :

20.2 p. c. des navires et 12.3 p. c. des tonnes à l'entrée.
20.3 — — — 12.3 — — — à la sortie.

Ces 69 navires se répartissent entre les localités suivantes :

Anvers	64 navires et 101,292 tonnes.
Gand	3 — 1,347 —
Ostende	1 — 98 —

Or, l'industrie des transports maritimes, qui peut disposer d'un immense champ d'opérations très sûr, où nos navires pourraient aller prendre la marchandise à son centre de production pour la transporter directement par nos voies ferrées et fluviales à son point de consommation ou de transformation, cette industrie ne serait pas seulement très lucrative, mais ferait vivre quantité de travailleurs et d'employés. Nos lignes de navigation ne feraient d'ailleurs que prolonger de façon naturelle nos chemins de fer qui viennent s'arrêter, en une sorte de carrefour, à Ostende, Zeebrugge, Anvers (1).

(1) F. VAN ORTOY, *Considérations sur le développement et l'outillage économique de la Belgique*, Rapport au Congrès international d'expansion mondiale. Mons, 1905.

A plusieurs reprises, la section centrale chargée d'examiner le Budget de l'Industrie et du Travail a émis le vœu de voir, en vue de faciliter l'examen et de hâter la solution des questions qui concernent la marine marchande, constituer une commission spéciale chargée d'unifier les divers services qui s'y rattachent et de développer cette marine.

En réponse à la section centrale de 1900, le Gouvernement déclarait qu'il « aurait à examiner l'attitude qu'il jugerait convenable de prendre à cet égard, et notamment s'il y a lieu de soumettre la question très complexe de la création d'une ou de plusieurs lignes de navigation marchande à une commission spéciale composée de fonctionnaires des divers départements et d'industriels et de commerçants »

En 1901, le Gouvernement déclara qu'aucune solution n'était encore intervenue à ce sujet.

En 1902, il nous fut répondu que « la question de l'unification des divers services relatifs à la marine concerne principalement d'autres départements, beaucoup plus intéressés que le Ministère de l'Industrie et du Travail. »

En 1903, la réponse a été plus évasive encore. En effet, il fut répondu à votre section centrale que « chercher à unifier des services appartenant à des départements différents, c'est soulever des questions très délicates de compétence administrative. »

Nous n'en doutons pas... Mais nous persistons à croire que des « questions de compétence administrative », quelle que soit leur délicatesse, ne sont pas de nature à tenir indéfiniment en échec le succès d'une solution préconisée par tous ceux qui s'intéressent au développement de notre marine marchande.

A ne point sortir de la sphère « reconnue » des attributions du Département de l'Industrie et du Travail en matière de marine marchande, quelques changements sont à signaler et à louer en matière d'enseignement : des établissements d'enseignement moyen, à Ostende et à Anvers, ont organisé des cours élémentaires de notions maritimes, et parmi les écoles supérieures de commerce qui se sont fondées récemment dans le pays, il en est qui ont inscrit à leur programme un cours de constructions et d'armements maritimes, notamment l'École des hautes études commerciales et consulaires de Liège.

Enfin, un groupe belge, encouragé par l'État, est parvenu à armer un navire-école : le *Comte de Smet de Naeyer*, trois-mâts carré, construit en 1904 à Greenock, tout en acier, avec une portée d'environ 3,000 tonnes en lourd.

Ce navire a embarqué pour un premier voyage vingt-neuf jeunes gens, pour être préparés, pendant des cours qui embrassent quatre années, à l'examen de lieutenant au long-cours. Prenant chaque année vingt nouveaux élèves, en trois ans quatre-vingts élèves recevront régulièrement l'enseignement à bord.

Dans un rapport sur les navires-écoles, M. Ed. Schwenn, vice-président du Conseil d'administration du navire-école belge, répond à une critique qui a été formulée par ceux qui voudraient attribuer à ce bâtiment, indé-

pendamment de son utilité comme instrument de transport et comme école pratique ou théorique, une utilité de « représentation nationale à l'étranger » en faisant connaître partout notre pavillon.

« Les navires-écoles ne feraient pas assez d'escales... Entre parenthèses, ce serait là un divertissement fort coûteux ; mais ce serait là la moindre des choses, si de fréquentes escales étaient une nécessité pour le but poursuivi. Sans compter que pour entrer dans les ports on se sert le plus souvent de pilotes, dont l'emploi est presque toujours obligatoire, les remorqueurs sont pour ainsi dire devenus indispensables aux navires à voile, parce que les temps ne sont plus où les dimensions réduites des bâtiments de mer rendaient ceux-ci tellement maniables qu'on remontait avec eux le cours des fleuves.

» Ce qui constitue par contre un avantage bien effectif, découlant de la nature des navires-écoles même, en tant qu'ils servent d'instruments de transport, c'est qu'ils iront dans les pays auxquels les nations qui les arment livrent des produits, et cette circonstance contribuera probablement à leur assurer à un moment donné une part plus grande dans le commerce direct avec les pays étrangers.

» On a parlé, lors de la création du dernier navire-école, d'installer à bord une exposition permanente de produits du pays qui l'armait ; ce serait naturellement là une exposition en miniature et pour autant que l'espace disponible à bord s'y prêterait. J'estime que c'est là une idée fort heureuse et qui est à reprendre, et je ne vois pas pourquoi les navires-écoles ne se chargeraient pas de faire de la propagande à leur bord dans les ports d'escale pour des produits provenant exclusivement de leur patrie, et fût-ce même contre rémunération ; aux ports d'escale on pourrait déposer au réfectoire-salle d'études, transformé pour la circonstance en salle d'exposition, des catalogues et, à la rigueur, charger un agent commercial, appointé spécialement pour ce faire, de donner tous les renseignements nécessaires à ceux qui rendraient visite à bord. Les élèves pourraient également tirer grand profit de cette exposition, en ce sens que les professeurs pourraient leur donner au port un cours de technologie, dont l'utilité n'est plus à démontrer pour tous ceux qui, de loin ou de près, s'occupent de commerce. »

Grâce au navire-école, il paraît évident que l'éducation professionnelle de nos aspirants-officiers se fera dans de meilleures conditions, sous la direction d'officiers choisis et éprouvés, de professeurs dévoués, qu'elle ne se faisait naguère à bord des navires marchands dont les officiers ne se soucient guère d'instruire et d'élever les jeunes gens embarqués sur leurs bâtiments.

Mais il ne suffit pas de former des officiers. Il faut aussi préparer un bon personnel subalterne.

Certes, nos écoles de mousses peuvent, dans une certaine mesure, — plutôt restreinte, cependant, — pourvoir à ce besoin.

(1) Ed. SCHWENN. *Navires-écoles*. Rapport présenté au Congrès international d'expansion économique mondiale. Mous, 1905.

« Mais ce qui fait surtout défaut à nos populations, c'est l' « esprit maritime », écrit M. de Raet dans un rapport tout récent. Or, la pêche maritime constitue une école de premier ordre pour acquérir cet esprit ; elle peut facilement devenir une excellente pépinière de matelots, et cela d'autant plus que, grâce aux chalutiers à vapeur, le rayon d'action de la pêche s'étend davantage. Le métier de pêcheur, par ses dangers et ses difficultés, tend à développer les qualités d'endurance, de sang-froid et d'initiative sans lesquelles il n'est point de bons matelots.

» C'est à ce titre que la pêche maritime présente un intérêt vital pour la marine marchande et l'expansion économique en général. Elle peut être un excellent réservoir d'énergies pour cette expansion, à condition qu'elle soit prospère. Or, que voyons-nous aujourd'hui ? « Il semble y avoir pénurie de pêcheurs, déclin, décadence, marasme dans leur situation tant matérielle que morale. Nos populations du littoral sont soumises à un régime défectueux, qui est de nature à déprimer leur énergie plutôt qu'à en conduire le développement (1) ».

A ce point de vue, la création d'écoles de pêche, la propagande parmi nos pêcheurs des idées d'association et de coopération, leur initiation à l'outillage doivent préoccuper le Département de l'industrie et du travail, sans parler de l'organisation des transports et débouchés pour la vente du poisson, qui intéresse d'autres départements.

Au surplus, le Gouvernement a déjà créé des bourses pour l'apprentissage et poursuit l'application de cette mesure dans tous les centres de pêche. Et il résulte d'une réponse de l'honorable M. Francotte à l'honorable M. De-groote, dans la séance de la Chambre du 7 juin 1905, que l'enquête méthodique sur la pêche maritime et sur le travail des pêcheurs est très avancée.

« Quand ce travail de recensement sera terminé, ajoutait-il, — et j'estime qu'il faudra tout au plus une année pour l'accomplir, — nous aborderons la seconde partie de la besogne, c'est-à-dire l'étude monographique de cette industrie spéciale ; cette étude sera calquée sur celle des industries à domicile, publiée par l'Office du travail et que tous les membres de la Chambre connaissent.

» Les monographies seront faites dans les conditions que je viens d'exposer, et tout le monde sera d'accord pour dire qu'il conviendra de les compléter par des études à l'étranger. Mon intention est donc d'envoyer des délégués spéciaux pour étudier la situation en France, en Angleterre, en Hollande et en Allemagne.

* * *

L'Enseignement technique.

Les dépenses qui sont imputées sur les fonds de l'État en faveur de l'enseignement technique n'ont cessé de grossir, d'année en année.

(1) LOUIS DE RAET, *Les meilleurs modes de formation et de recrutement du personnel marin* Rapport présenté au Congrès international d'expansion mondiale. Mons, 1905.

En 1875	fr.	258,366.63
— 1880		330,034.33
— 1885		339,192.84
— 1890		538,101.05
— 1895		637,579.43
— 1897		800,715.42
— 1898		911,953.76
— 1899		1,059,212.36
— 1900		1,063,584.26
— 1901		1,289,970.76
— 1902		1,417,500.00
— 1903		1,499,999.72
— 1904		1,700,000.00
— 1905		1,850,000.00
— 1906		2,050,000.00

Cette progression constante démontre à quel point le Gouvernement est pénétré de la nécessité de cet enseignement, dont les progrès assureront à nos travailleurs une meilleure rétribution de leurs efforts sans compromettre l'avantage que valent à notre industrie la qualité de ses produits et la modicité de ses prix.

Le Budget pour 1906 comporte, en outre, un nouveau crédit de 10,000 fr. pour la réalisation d'un projet dont le Gouvernement avait fait part l'an dernier à votre section centrale : la création d'un Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Notre enseignement technique à tous ses degrés continue à se caractériser par une admirable variété d'efforts dont le Gouvernement se borne à surveiller et à encourager les progrès.

En nulle matière, les initiatives de la liberté ne sont plus utiles et plus fécondes qu'en matière d'enseignement. Elles assurent dans l'éducation à la diversité presque infinie des individus le respect et le développement de leurs mérites originaux.

Le caractère de l'évolution industrielle du XX^e siècle s'accommodera avantagement d'une telle méthode. La vapeur concentrait les ouvriers dans les fabriques. L'électricité dispersera les artisans, mais elle exigera de chacun d'eux, quel que soit le moteur dont il fera usage, une initiative et une intelligence supérieures à celles que la fabrique du XIX^e siècle réclamait de ses ouvriers.

Tout travailleur devra bientôt être un mécanicien, c'est-à-dire un spécialiste, au courant des lois fondamentales qui régissent la nature et des principes particuliers qui s'appliquent à sa spécialité.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler quelles sont les règles suivant lesquelles l'État répartit aujourd'hui ses subsides à l'enseignement technique :

« Pour les écoles où l'enseignement est seulement *théorique*, comme les écoles industrielles, les écoles de dessin professionnel, les écoles de com-

merce, le subside s'élève au tiers des dépenses totales, déduction faite des frais de location des bâtiments et du minerval payé par les élèves.

» Pour les écoles où se donnent à la fois un enseignement *théorique et un enseignement pratique*, comme les écoles professionnelles et les écoles ménagères, le subside atteint les deux cinquièmes des dépenses totales, déduction faite également des frais de loyer et du produit du minerval.

» En outre, le Gouvernement intervient, pour la moitié des frais, dans les dépenses d'achat et d'installation de l'outillage des écoles d'enseignement technique, sur présentation des factures acquittées en double expédition.

» Pour pouvoir bénéficier des subsides de l'État, les écoles professionnelles doivent soumettre à l'approbation du Gouvernement leurs règlements organiques et d'ordre intérieur, leur programme, leur horaire, la liste de leurs élèves, leurs budgets annuels, ainsi que leurs comptes annuels avec les pièces justificatives des dépenses. Les cours professionnels sont soumis à l'inspection de l'État. »

Sans prétendre modifier les principes directeurs de cette répartition, et tout en laissant aux pouvoirs locaux, aux groupements professionnels, aux patrons et aux ouvriers la création de ces écoles et le soin de les conduire, on a demandé plus d'une fois à l'État d'intervenir dans les frais de construction et d'entretien des locaux.

En principe, le Département s'y est refusé jusqu'ici. Toutefois, l'honorable Ministre a informé la Chambre, en 1905, que son administration étudiait la question de savoir si l'État pourrait intervenir dans les frais de location de ces immeubles, ou, lorsque ceux-ci sont la propriété des communes ou des commissions administratives, dans l'annuité correspondant à l'intérêt de la somme représentant les frais de construction de ces immeubles.

Cette solution, si elle aboutit, permettrait la création d'écoles professionnelles dans de petites localités industrielles, où le défaut d'installations paralyse l'essor de l'enseignement technique.

A côté de l'enseignement professionnel des ouvriers, l'enseignement professionnel des employés sollicite de plus en plus l'attention de tous les esprits soucieux de notre avenir et de notre expansion commerciale. « Celle-ci, disait avec raison M. O. Orban, professeur à l'Université de Liège, dans un rapport d'un grand intérêt, nécessite la formation non seulement d'une classe d'agents principaux ou de direction, destinés à être dans tous les pays du monde les représentants de nos intérêts, les créateurs de nouveaux débouchés, les fondateurs de comptoirs et autres établissements similaires, mais aussi d'une classe d'employés au courant des langues, de la comptabilité, de la technique des ventes, des expéditions et des recouvrements, aptes à devenir des auxiliaires actifs et intelligents, tant de nos agents à l'étranger qu'en Belgique même, de nos producteurs et de nos maisons de commerce (1) ».

A cet effet, le distingué professeur préconise diverses réformes dans le programme de notre enseignement moyen. Il demande aussi à tous les

(1) O. ORBAN, *L'enseignement professionnel des employés*. Rapport présenté au Congrès international d'expansion économique mondiale. Mons, 1905.

pouvoirs publics, et nous nous associons à ce vœu, d'encourager activement les cours commerciaux et polyglottes et les institutions pédagogiques et autres, tendant, comme le *Jury central de comptabilité et de correspondance commerciale*, à élever le niveau de ce genre d'enseignement, à en mesurer et à en accroître les résultats, à en stimuler les progrès.

* * *

L'Office des classes moyennes.

Le chapitre III du Budget a reçu pour titre nouveau : « Industrie. Enseignement industriel et professionnel. Office des classes moyennes. »

Un arrêté royal du 15 janvier 1906 a complété cette modification. Il est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Il est institué, au Ministère de l'industrie et du travail, un Office des classes moyennes.

» L'organisation en sera fixée par un règlement d'administration générale.

» Art. 2. — L'Office des classes moyennes aura pour mission :

» 1^o De recueillir et de coordonner des renseignements sur les conditions où s'exercent les petits métiers et négoce et, d'une manière générale, sur la situation économique des personnes appartenant aux classes moyennes d'étudier les effets des lois qui les concernent, tant en Belgique qu'à l'étranger, et de concourir à la préparation de lois ou de mesures nouvelles ;

» 2^o De veiller à l'exécution des lois et règlements existants.

» Art. 3. — Les services de l'enseignement industriel, professionnel, ménager sont rattachés à l'Office des classes moyennes. »

Il résulte de cet arrêté que l'*Office des classes moyennes* absorbera, en une certaine mesure, le service de l'enseignement technique.

Ainsi comprise, cette création nouvelle appelle quelques observations.

Certes, s'il s'agit de marquer plus nettement l'importance et la sympathie que l'Etat entend accorder au problème de la petite bourgeoisie, personne ne contestera que ce problème, qui a été trop longtemps négligé, ne mérite toute notre sollicitude.

« Je pense, écrivait M. Ad. Prins dans la belle étude que nous avons déjà signalée, que, pour exercer leur mission démocratique dans toute son étendue, les parlements ont donné à la conception de l'intérêt des classes travailleuses un sens trop restreint et n'en ont représenté qu'une partie. Il y a des travailleurs partout; il y en a dans les rangs inférieurs de la bourgeoisie et des professions libérales, petits patrons, petits détaillants, petits employés, agents subalternes de toute nature, dont le sort est aussi digne d'intérêt que celui des travailleurs manuels, le labeur aussi excessif, les ressources aussi infimes, les souffrances aussi amères, les inquiétudes du lendemain aussi vives, et dont, cependant, les assemblées du XIX^e siècle ont semble ignorer l'existence » (1).

(1) ADOLPHE PRINS. *De l'esprit du Gouvernement démocratique*. Bruxelles et Leipzig, Misch et Thron, 1905, p. 225.

· A ces besoins impérieux, à ces souffrances qui pour être souvent discrètes n'en sont que plus poignantes, l'autorité peut pourvoir en quelque mesure, notamment par le développement de l'enseignement technique et de l'esprit d'association.

L'enseignement professionnel et commercial permettra aux métiers bourgeois d'opposer à la production et à la vente en masse la qualité de leurs articles, la spécialisation, l'originalité.

L'association réduira leurs frais généraux et leur permettra de lutter de bon marché avec les grands magasins et les coopératives.

Rien de plus efficace, d'autre part, que l'attention donnée par les pouvoirs publics au développement du petit outillage, c'est-à-dire selon la définition de M. O. Pyfferoen, de « l'ensemble des moyens de production (en dehors des matières premières) utilisés par les gens des métiers et dans lesquels le patron est en même temps le travailleur (seul ou avec d'autres) et le capitaliste. »

Rien de plus louable que ces subsides spéciaux que le Gouvernement s'est décidé à allouer à des cours temporaires, à des cours de perfectionnement pour patrons-tailleurs, conférences de chimie et de commerce d'épiceries, et à des cours ambulants, tels que les leçons démonstratives pour l'usage des petites machines, tels que la propagation de petites industries régionales, comme la boissellerie d'art qui semble vouloir renaître dans quelques-uns de nos villages ardennais.

Rien de plus opportun que l'effort tenté pour faire perdre à notre petite bourgeoisie ses habitudes routinières et casanières et la décider à chercher au delà de nos étroites frontières des situations qu'elle ne trouve que rarement chez nous.

Mais si le soin de ces divers intérêts justifie la création d'un nouvel organisme, est-il logique de prétendre réunir à l'*Office des classes moyennes* et de confondre peut-être avec celui-ci toute l'organisation de notre enseignement technique, auquel participent toutes les classes sociales? Le titre même d'*Office des classes moyennes* est-il heureux? Ne tendra-t-il pas à accentuer une division en « classes » qui apparaît d'ailleurs comme arbitraire, en tout cas comme confuse, dans les rangs sociaux auxquels s'appliquera l'activité spéciale de l'organisme nouveau-né?

Pour désigner les services qui seront rattachés à cet organisme, la dénomination d'*Arts et Métiers* est entrée, en France, dans le langage administratif et dans le langage courant.

En Prusse, le Gouvernement a annoncé son intention de centraliser et de systématiser le service de propagande syndicale, les cours ambulants et de perfectionnement de toute sorte, les musées d'art et d'outillage, une organisation du petit crédit, dans une administration supérieure relevant directement du Ministre du commerce, à laquelle sera donné le nom de *Landes-gewerbeamt*, doublée d'un conseil supérieur, pour maintenir le contact entre l'administration et les professionnels.

Pour prévenir toute équivoque, il conviendra, en tout cas, d'éviter, entre le nouvel « Office des classes moyennes » et les services de l'enseignement

technique. une confusion que pourraient faire craindre les termes même de l'arrêté royal du 15 janvier 1906.

* * *

L'Inspection du travail.

L'article 50 du Budget prévoit une augmentation de 40,000 francs sur le crédit alloué en 1905 pour l'inspection du travail et des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, projetés ou en exploitation: le personnel de ces inspections, les indemnités de frais de bureau, les frais de route et de séjour, les missions.

Au libellé ancien de cet article ont été ajoutés les mots : « enquêtes et expertises », afin de permettre l'imputation des frais d'instruction que peuvent occasionner les décisions à prendre en matière d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

La Note préliminaire du projet de Budget justifie comme suit l'augmentation de ce crédit :

« Il est nécessaire de renforcer le personnel de l'inspection du travail en vue de l'exécution de la loi sur la réparation des dommages causés par les accidents du travail, de la loi sur le repos du dimanche, de la loi prescrivant de mettre des sièges à la disposition des employés de magasin, ainsi que des nouveaux arrêtés royaux concernant la santé et la sécurité des ouvriers et l'emploi de la céruse. »

L'article 51 comporte, d'autre part, une augmentation de 5,000 francs pour le matériel des inspections, frais d'expériences, etc.

Cette majoration de 45,000 francs sera-t-elle suffisante pour faire face aux nécessités nouvelles, si considérables, venant grossir les nécessités anciennes? L'application de la loi du 2 juillet 1899, concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales, ne réclamera-t-elle pas à elle seule un grand développement d'activité de la part de l'inspection du travail?

Le personnel de cette inspection, qui comprenait, en 1898, 22 agents, compte actuellement 50 inspecteurs, inspecteurs-adjoints ou délégués. Ces fonctionnaires sont répartis, conformément à l'arrêté organique précité, en deux catégories :

1° Les inspecteurs du travail à l'administration centrale;

2° Les inspecteurs ou délégués résidant en province, dont le ressort d'inspection et la résidence sont fixés par décision ministérielle.

Les inspecteurs du travail à l'administration centrale s'occupent spécialement des industries et des établissements qui leur sont indiqués par le Ministre. Ils contrôlent le service des inspecteurs ou délégués en province, étudient les rapports et centralisent les travaux de ces agents, élaborent les projets de réforme. Il sont appelés aussi à donner leur avis sur les recours au Roi en matière d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que sur les questions d'assimilation ou de classement parmi ces établissements.

Sont attachés à l'administration centrale : 1 inspecteur général; 2 inspec-

teurs principaux; 2 inspecteurs; 1 inspecteur-adjoint; 2 inspectrices, qui ont pour mission de visiter les établissements occupant un personnel exclusivement féminin, tels que les ateliers de couture, de modes, etc.

Le service provincial est composé des agents résidant en province et chargés de l'inspection dans un ressort ou district déterminé.

Le 7^e district (province du Hainaut) ne possède qu'un inspecteur et un inspecteur-adjoint. Il faut y ajouter un inspecteur-médecin qui a dans ses attributions le Hainaut et les arrondissements de Nivelles et de Philippeville, plus des médecins-agrèés.

En présence des plaintes souvent formulées au sujet du travail des femmes et des enfants, surtout dans les verreries, la nomination d'un délégué ouvrier, spécialement chargé de l'inspection de ces établissements, ne se justifierait-elle pas amplement?

La section centrale y appelle toute l'attention du Gouvernement.

La Chambre s'est préoccupée, dans la discussion du Budget de 1905, de déterminer le caractère légal des inspecteurs du travail.

On sait que ces fonctionnaires reçoivent leurs attributions de l'arrêté royal du 22 octobre 1895 qui les charge de veiller à l'observation de la loi sur le travail des femmes et des enfants et du règlement concernant les établissements classés.

Dans la suite, ces fonctionnaires furent successivement appelés à contrôler l'exécution :

3^o De la loi du 16 août 1887 sur le paiement des salaires, dont la surveillance leur fut confiée par la loi du 11 avril 1896;

4^o De la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier;

5^o Dans une partie du royaume, de la loi du 24 mai 1898 concernant la police des carrières à ciel ouvert;

6^o De la loi du 2 juillet 1899 concernant la santé et la sécurité des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales;

7^o De la loi du 30 juillet 1901 réglementant le mesurage du travail des ouvriers.

8^o De la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1905 et qui confie aux inspecteurs du travail le soin de veiller à l'observation de la disposition de l'article 24 relative aux déclarations d'accidents.

9^o De la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales.

En cas d'infractions à ces lois, les agents de l'inspection ont le droit de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire. Ces procès-verbaux sont transmis directement à l'autorité judiciaire et une copie en est remise aux contrevenants.

A côté de cette mission essentielle de police et de surveillance, les inspecteurs du travail sont aussi chargés d'attributions d'ordre administratif.

On a fait remarquer, à bon droit, que le Code d'instruction criminelle, dans son Chapitre premier (De la police judiciaire), stipule que la police judiciaire sera exercée sous l'autorité des cours et tribunaux, et suivant les distinctions qui seront établies par les diverses catégories d'officiers de

police judiciaire qu'il désigne limitativement. Or, aucun texte formel n'a assimilé les inspecteurs du travail à ces officiers de police judiciaire.

A la vérité, on peut inférer des textes qui déterminent leur mission qu'ils ont qualité d'officier de police judiciaire en tant qu'ils sont légalement chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions de certaines lois spéciales.

Mais si l'on veut, et tel est le désir de la Section centrale, que pour la constatation de ces infractions, les inspecteurs soient dans une dépendance plus directe du chef du parquet du ressort, au lieu d'être subordonnés entièrement à l'autorité administrative, un arrêté royal ou une disposition égale devraient les assimiler à cet égard aux divers agents de l'autorité prévus par le Code d'instruction criminelle.

* * *

Les brevets d'invention.

Le Gouvernement a annoncé déjà son intention de saisir la Chambre d'un projet de revision de la loi sur les brevets d'invention.

La Section centrale exprime le vœu de voir bientôt cette intention réalisée. Il importera d'examiner attentivement, à cette occasion, les griefs que formulent nos inventeurs et artistes industriels.

« S'il est vrai, dit M. Raclot dans un travail récent où ces griefs sont exposés, que plus il est petit, riche et de nombreuse population ouvrière, plus un pays doit protéger son industrie, il faut que, dans le but de garder sa richesse et d'occuper sa main-d'œuvre, ce pays alimente par tous les moyens possibles les industries qu'il possède et s'efforce d'en attirer de nouvelles (1) ».

Le brevet, mal compris, peut devenir une gêne pour notre industrie et notre commerce, au lieu de leur venir en aide.

La loi devra-t-elle consacrer l'obligation d'exploiter les inventions brevetées dans un délai déterminé à partir de la date d'obtention du brevet ? Suffira-t-il d'instituer le système de la licence obligatoire, d'origine anglaise, qui oblige un inventeur de permettre à un industriel du pays, sur sa demande, d'exploiter sa découverte moyennant une indemnité à convenir ? Ces questions sont trop délicates pour que nous osions entreprendre de les résoudre ou même de les approfondir ici. Il convient toutefois d'y appeler, dès aujourd'hui, l'attention de la Chambre.

* * *

Les habitations ouvrières.

A maintes reprises, les comités officiels de patronage, les congrès nationaux des habitations à bon marché, des associations privées, votre Section centrale elle-même ont émis des vœux en faveur de l'extension de la loi du

(1) H. RACLOT, *Tentative de colonisation de l'Europe industrielle*. Bruxelles, Emile Bruylant, 1903.

9 août 1889, notamment aux petits employés, aux facteurs des postes, aux petits artisans.

C'est à la suite de ces vœux que le Gouvernement a déposé à la Chambre un projet de loi étendant les réductions de droits fiscaux accordées par la loi du 9 août 1889 « aux acquisitions de biens immeubles dont le prix ou la valeur vénale en pleine propriété n'excèdent pas 10,000 francs et lorsque l'acquéreur ou son conjoint et le cas échéant les coacquéreurs ou leurs conjoints ne possèdent pas, personnellement ou collectivement, en propriété ou en usufruit la totalité de biens immeubles dont la valeur en pleine propriété ajoutée au prix ou à la valeur vénale de la pleine propriété de l'immeuble acquis, formerait un total supérieur à 10.000 francs ».

Dorénavant les réductions s'adresseraient à l'immeuble et non plus à l'individu.

Cette loi aurait, il est permis de l'espérer, une influence considérable au point de vue du développement de la petite propriété et elle donnerait une impulsion nouvelle à l'œuvre si intéressante et si nécessaire de l'amélioration des logements. Aussi, exprimons-nous le désir de voir la Chambre en aborder l'examen sans retard.

Nous ne reviendrons pas ici sur un autre vœu formulé les années précédentes en faveur de l'organisation de l'inspection des logements ouvriers. Sur un rapport de M. A. Socnens, vice-président du Tribunal de première instance de Bruxelles, le Congrès des habitations ouvrières, tenu à Liège en 1905, vient d'y attirer à nouveau l'attention des pouvoirs publics.

Il convient aussi de rappeler à ceux-ci l'obligation légale qui incombe à toute commune, lorsqu'elle décide de transformer d'anciens quartiers en procédant à des démolitions de maisons, de pourvoir, dans les quartiers nouveaux, à la construction de maisons ouvrières.

Le Gouvernement, la province et le comité de patronage des habitations ouvrières ont la mission de veiller à ce que cette obligation soit respectée.

L'imminence de grands travaux de transformation à Bruxelles nécessitera, à cet égard, de nouvelles initiatives de la part de l'administration de la capitale. Nous ne doutons pas qu'elle voudra y pourvoir.

* * *

Les Unions professionnelles.

Dans une intéressante monographie qu'il vient de publier sous le titre : « l'Office du Travail de 1895 à 1905 », le Département de l'Industrie et du Travail reconnaît que le régime instauré par l'application de la loi de 1898 sur les unions professionnelles n'a pas donné tous les résultats qu'en espérait le législateur. « Un bon nombre d'unions, dit-il, surtout parmi celles composées d'ouvriers industriels, ont estimé trop nombreuses les restrictions apportées à leur liberté en échange du bienfait de la personnification civile. Parmi les travailleurs agricoles, au contraire, l'accueil a été beaucoup plus empressé. »

Tandis que les dispositions trop rigoureuses de la loi enlèvent à de nom-

breuses unions le désir de se faire reconnaître, l'interprétation restrictive que le Conseil des mines a donné à d'autres dispositions — notamment en exigeant que chacune de ces fédérations comprenne au moins sept unions, — contribue aussi à entraver les reconnaissances.

En effet, les 693 associations professionnelles (unions et fédérations) possédant une existence légale à la fin de 1903, ne donnent qu'une idée fort imparfaite du mouvement syndical en Belgique. La très grande majorité des unions ouvrières se soustrait à tout contrôle officiel et leur vitalité n'en est pas moins attestée par d'indiscutables et nombreuses manifestations, que la *Revue du Travail* suit et relate d'une manière constante.

Les dernières enquêtes officieuses sur le nombre des membres affiliés aux divers syndicats ouvriers belges fournissent les chiffres suivants : syndicats socialistes, 80,383 hommes et 5,094 femmes (en 1902); syndicats neutres ou indépendants, 12,000 hommes (en 1902); syndicats catholiques, 14,787 membres (en 1903) On n'a pas de données numériques bien exactes quant à l'effectif des syndicats libéraux, assurément les moins nombreux de tous.

Le Ministère de l'industrie et du travail accorde quelques avantages aux unions professionnelles qui se font reconnaître légalement. Il alloue notamment à celles de ces associations qui lui en font la demande, un subside variant de 100 à 200 francs pour les aider à couvrir leurs frais de premier établissement.

Il encourage aussi la propagande destinée à répandre l'esprit d'association économique et professionnelle parmi les travailleurs. Cette propagande n'a pas tant pour but de multiplier les unions reconnues que de faire pénétrer dans les milieux ouvriers la véritable notion de l'association ouvrière, sa combinaison nécessaire avec les applications du principe mutualiste, l'utilité des rapports avec les syndicats patronaux pour prévenir d'irritants et fâcheux conflits.

Mais ces encouragements sont d'une telle modicité qu'il n'est guère permis d'en attendre de grands fruits.

* * *

Les bourses du travail et la prévoyance contre le chômage involontaire.

Le Département de l'Industrie et du Travail, dans sa monographie sur l'activité de l'*Office du travail*, reconnaît justement que le terme de « bourses du travail » est pris, en Belgique, dans une signification toute spéciale, très différente de celle qui lui est attribuée en France. Dans l'un et dans l'autre pays, la conception *théorique* que le vocable était appelé à exprimer et qui impliquait l'existence d'un marché public a été supplantée, dans le langage usuel, par une notion *pratique* fort différente. Les bourses du travail françaises sont des foyers de propagande ouvrière et syndicale; les nôtres sont de simples offices de placement gratuit, qui correspondent aux institutions appelées en Allemagne « *Arbeitsnachweise* », en Angleterre « *Labour-bureaux* ».

Nos offices de placement gratuit pour ouvriers ont, les uns, un caractère charitable et, s'adressant surtout aux travailleurs non professionnels, aux *unskilled*, ils peuvent parfois, à défaut de précautions attentives, servir d'instrument aux racoleurs de main-d'œuvre à bas prix et nuire ainsi indirectement aux travailleurs occupés. Les autres sont institués, au profit de leurs membres, par des unions professionnelles ouvrières et sont bien plutôt destinés à renforcer l'action de l'union professionnelle qu'à assurer aux chômeurs l'emploi de leur puissance de travail.

Cette dernière forme est certes susceptible de perfectionnements. Mais c'est dans le sens de son développement qu'il faut chercher un moyen pratique de conjurer le chômage individuel. De plus en plus, les économistes qui naguère préconisaient la création de bourses officielles par l'État ou par les communes, se rallient à cette forme, et le Gouvernement la reconnaît déjà en inscrivant au budget, depuis 1904, un crédit de 3,000 francs pour être répartis en subsides aux unions professionnelles ayant pour objet le placement gratuit des travailleurs.

D'autre part, toutes nos communes de plus de cent mille habitants, les trois quarts des communes de plus de vingt-cinq mille et cinq provinces entrant dans la voie qui leur a été indiquée par la ville de Gand, encouragent par leurs subsides l'assurance contre le chômage involontaire, organisée au sein des unions professionnelles ou syndicats de métiers.

Quant aux ouvriers qui ne font pas partie de ces groupements professionnels, des subsides leur sont aussi acquis à la condition qu'ils fassent la preuve qu'ils ont épargné en vue de se garantir éventuellement contre le chômage.

Cet effort, déjà remarquable, pourrait, grâce à la participation de l'État, acquérir une coordination méthodique en même temps que plus d'amplitude.

La Section centrale estime qu'à cet effet la nomination d'une commission d'études, chargée d'examiner les conditions d'une intervention éventuelle de l'État, serait chose opportune.

Une commission de ce genre a été instituée en Danemark et en Norvège. En Italie, en Allemagne et en Suisse, la question est aussi à l'étude. En France, on a cru pouvoir se passer d'enquête préalable, ou tout au moins se contenter de celle qui avait été réalisée pour et par le Conseil supérieur du travail.

La commission, dont nous préconisons la création, pourrait joindre à l'étude des divers modes d'encouragement en faveur de la prévoyance contre le chômage involontaire, l'étude des Bourses du travail et bureaux de placement qui lui est connexe.

Nous ne songeons pas d'ailleurs à préciser ici son programme, ni même la forme que ses travaux devraient adopter. Mais il importe que la Belgique, qui a inauguré les encouragements à la prévoyance dans ses applications au chômage involontaire, ne se laisse pas devancer par d'autres pays dans cette sphère de l'économie sociale.

Secours aux victimes des accidents du travail.

Sur la proposition d'un de ses membres, la Section centrale a examiné s'il convenait d'inscrire au Budget de 1906 le crédit que le Parlement a voté les années précédentes pour la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail.

Cette excellente institution, créée par la loi du 21 juillet 1890, a distribué pour son exercice 1904-1905 une somme totale de 219,745 francs correspondant à 4,672 secours accordés, ce qui représente un secours moyen de fr. 47.03.

Certes, la loi du 24 décembre 1905, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1905, a ouvert pour cette institution une ère nouvelle, en la dispensant d'intervenir à l'occasion du plus grand nombre des accidents. Mais il lui reste à secourir les victimes qui ne pourraient pas faire appel au droit pour être assistées ou qui n'obtiendraient pas, par ce moyen, des secours suffisants.

L'honorable Ministre de l'industrie et du travail a estimé que 53,000 ouvriers industriels environ échapperaient au nouveau régime de réparation. Il faut y ajouter ceux qui n'ont pas de patron attiré, les marins et les pêcheurs, les domestiques et un très grand nombre d'ouvriers agricoles; aucune appréciation n'est possible quant au nombre des travailleurs rangés dans ces dernières catégories, mais ils forment certainement légion.

D'autre part, pour les ouvriers auxquels la loi nouvelle assure désormais la réparation des accidents dont ils seront victimes, la réparation apparaît maintes fois comme insuffisante, soit à cause de la modicité de leurs salaires, soit à cause du poids de leurs charges de famille.

Enfin, il faut ajouter à ces ouvriers ceux qui ont été victimes d'accidents avant le 1^{er} juillet 1905 et qui, n'ont pas obtenu de réparation sous l'ancien régime et ne peuvent bénéficier du régime de la loi nouvelle.

La charité restera, vis-à-vis de ces diverses catégories de victimes d'accidents, l'indispensable auxiliaire de la justice.

Le maintien, tout au moins à titre provisoire, de la subvention de 110,000 francs que l'Etat allouait à la Caisse des victimes des accidents du travail, paraît donc justifié. Et c'est à l'unanimité que la Section centrale s'est prononcée en faveur de son inscription à l'article 47bis, section des *Dépenses exceptionnelles*.

Sous réserve de cet amendement, la Section centrale a été d'accord pour approuver le projet de budget et pour vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

E. NERINCX.

INDEX

Considérations générales	1
Examen en Section	1
Examen en Section centrale	3
Notre situation économique et les syndicats industriels	4
Marine marchande	8
L'enseignement technique	13
Office des classes moyennes ,	16
Inspection du travail	18
Brevets d'invention	20
Habitations ouvrières	20
Unions professionnelles	21
Bourses du travail et la prévoyance contre le chômage involontaire	22
Secours aux victimes des accidents du travail	24



(96)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 MAART 1906.

Begrooting voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1906 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON de WIART.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1906, beloopt 22,771,067 frank.

De gewone ontvangsten zijn 1,509,800 frank hooger dan in 1905.

Daarentegen zijn de uitzonderlijke uitgaven, die 1,576,550 frank bedroegen in 1905 — uit hoofde van de kredieten voor de Wereldtentoonstelling te Luik — voor het nieuw dienstjaar geslonken tot 115,000 frank.

Daaruit volgt dat de Begrooting voor 1906 in 't geheel is verminderd met 151,750, vergeleken met de vorige Begrooting.

* * *

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

In de *eerste afdeling*, betreurde een lid dat onder de uitzonderlijke uitgaven niet langer voorkomt de toelage van 110,000 frank, ten voordeele der Voorzorgs- en Onderstandskas voor de slachtoffers van arbeidsongevallen, ingericht bij de wet van 21 Juli 1890. Er werden opmerkingen gemaakt over de aardkundige kaart en over de kredieten, uitgetrokken onder artikel 26 voor « Aanmoedigingen tot den geest van huishoudelijke en van beroepsgevoelensvereening bij de werklieden » en voor « Inschrijving op werken, van belang voor de vakverenigingen ». Een lid vroeg toelagen voor de Arbeidsbeurzen, door private personen of van bestuurswege ingericht.

(1) Begrooting, n^o 4^{VIII}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinex, bestond uit de heeren Bertrand, Davignon, Hubert, Mabille, Verhaegen en Carton de Wiart.

In de *tweede afdeeling*, vond eene gedachtenwisseling plaats over de ontginning van het nieuw kolenbekken ten Noorden van België. Verder werden inlichtingen gevraagd over de toepassing der ongevallenwet.

In de *derde afdeeling*, vroeg een lid dat een wettelijk diploma van bouwmeester worde ingesteld. Hij zou willen dat in elke gemeente het toezicht van alle bouwwerken en gebouwen derwijze werd ingericht om alle ongevallen te voorkomen. Een ander lid vroeg scherper toezicht over de technische nijverheidstakken, alsmede dat bij het deponeren van fabrieksmerken de vakken meer gesplitst worden en dat de Regeering door alle middelen trachte de mindere werkmachines te verbeteren.

In de *vierde afdeeling*, vroeg een lid beter toezicht over den arbeid in de glasnijverheid. Een ander lid verlangt een bijzonder toezicht over den arbeid in de havens. Ook het vraagstuk der bijdrage van den Staat, om behoorlijke lokalen te leveren aan de nijverheidsscholen, werd opgeworpen. Eindelijk achtte een lid dat de beschermingscomiteiten voor de werkmanswoningen en de voorzorginstellingen zoozeer zijn overlast door het werk, hun opgeleverd door de wet op de ouderdomspensioenen, dat zij vaak hunne taak in zake van werkmanswoningen verwaarloozen. Hij zou willen dat de secretarissen dier comiteiten eene ernstige vergelding trekken, om al hunne zorg te kunnen besteden aan hunne gewichtige en veelzijdige taak.

De *vijfde afdeeling* bracht eenparig den wensch uit, dat de toelage van 110,900 frank, ten voordeele der Voorzorgs- en Onderstandskas voor de slachtoffers van arbeidsongevallen worde gehandhaafd.

In de *zesde afdeeling*, vroeg een lid versterking van het Arbeidstoezicht. Een ander lid vroeg dat het Departement zou afkondigen de lijst der personen die, zich gedragend aan de bepalingen der wet op de ouderdomspensioenen, storting deden ter Lijfrentekas, en van de werklieden die het niet deden. Eindelijk vroeg hij dat de statuten der beroepsvereeningen niet zouden onderzocht worden door den Raad der mijnen, welke tot andere doeleinden is ingericht.

Het ontwerp van Begrooting werd goedgekeurd :

In de 1 ^o afdeeling met	9 ja en 3 onthoudingen.
— 2 ^o	— 10 ja en 1 onthouding.
— 3 ^o	— 15 ja.
— 4 ^o	— 10 ja.
— 5 ^o	— 13 ja.
— 6 ^o	— 10 ja.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

Uwe Middenafdeeling voor 1905, die voorzeker het gevoelen der Kamer uitdrukte, wenschte volledigen bijval toe aan de Luiksche Tentoonstelling. « Moge, zegde zij, deze Tentoonstelling de wereld nader bekend maken met het vernuft en de krachtdadigheid onzes volks, de verdiensten zijner nijverheid en zijns arbeids, en tevens de mogendheden, die onze onaf-

hankelijkheid bewerkten, bewijzen dat wij een vredelievend en vruchtbaar gebruik daarvan wisten te maken. »

Deze wensch werd verwezenlijkt. Iedereen bekende dat onze Jubelentoonstelling den meesten bijval genoot, en daarvoor hoeft dank te worden gezegd en hulde gebracht aan allen die deelachtig waren in deze stoute onderneming, met name het hoofd van het Departement, die er zijne welwillende medewerking en zijne gestadige bezorgdheid aan toewijdde.

Naar aanleiding van de vijf-en-zeventigste verjaring onzer onafhankelijkheid, hebben wij in en naast de Tentoonstelling menige plechtigheid gehad, menige letterkundige uitgave, menig congres, die bijdroegen om den vooruitgang onzes lands op elk gebied in een helderder licht te plaatsen.

Onder deze uitgaven, dient bijzondere lof te worden toegezwaaid aan het werk getiteld : *La Belgique* (1), waarin, in een merkwaardig panorama, 's lands instellingen, onze macht op nijverheidsgebied, onze aanzienlijke handel worden uiteengezet. In onze zitting van 14 November 1905, wenschte de achtbare heer Hector Denis het Departement geluk met de uitgave van dat « uiterst zaakrijk en opmerkenswaardig opgeluisterd werk », en drukte den wensch uit dat daarvan « eene uiterst goedkoope uitgave zou worden bewerkt, opdat zij in ieders bereik zou vallen. » Volgaarne vereenigt de Middenafdeeling zich met dien wensch.

Is het waar, zooals een dichter zegt, dat *zelfbewustzijn het lot dwingt*, dan zal het Belgische volk, wannecr het nagaat den algemeenen stand zijner instellingen, de machtige uitbreiding gegeven aan economische werken op sociaal gebied, de onvermoeibare werkdadigheid zijner nijverheid in hare verbazend onderscheidene voortbrengselen op een zoo beperkt grondgebied, den rang welken het bekleedt in den wereldhandel, daarover eene groote fierheid hebben, welke het krachtadiger en meer ondernemend zal maken voor de meerdere pogingen die in de toekomst van ons volk worden geëischt.

Onder de congressen, dient te worden opgenoemd ditgene ter uitbreiding der wereldbetrekkingen, dat zooveel naijver verwekte om opsporingen te doen, zooveel wetenschappelijke of practische werken in 't leven riep, van aard om ons een ruimer uitzicht te verschaffen tot meerdere uitbreiding van den vooruitgang op economisch gebied.

Het nagaan daarvan behoort inzonderheid tot de taak van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

Deze opzoekingen zullen ten goede komen aan 's lands arbeid en nijverheid. Want wie ziet thans niet in dat zij in nauw verband tot elkander staan? Wie begrijpt niet dat de verbetering van den toestand onzer arbeiders niet enkel afhangt van de maatschappelijke wetten of instellingen, maar dat zij nauw is verbonden aan den vooruitgang onzer nijverheid?

« Er mag, zoo schrijft de heer Ad. Prins in een zijner jongste werken . *De l'esprit du Gouvernement démocratique*, niet worden vergeten dat de

(1) *La Belgique*, Institutions. Industrie. Commerce. — Bruxelles, Imp. Goemaere, 1905.

doelmatigheid der arbeiderswetten in verband staat met den vooruitgang van nijverheid en handel en dat die wetten slechts dan kunnen toegepast worden wanneer de groote uitbreiding van handel en nijverheid het land de noodige vertierwegen en de vereischte weerstandskracht verschaft. Opdat het hoofd eener onderneming het hooge loon en de korte werkdagen zou kunnen toestaan, welke de werklieden [zoo billijk eischen, is er iets veel gewichtiger dan de strenge regeling, door een parlement opgelegd, namelijk het aanwenden van allerhande middelen die aan kapitaal en nijverheid de innerlijke veerkracht en rekbaarheid geven, doch buiten de werking van het Parlement blijven. De nijveraars moeten steeds in staat zijn hunne werkmiddelen op de hoogte van den technischen vooruitgang te houden, gestadig de nieuwere stelsels bestudeeren, onophoudelijk onderzoek doen naar de werkkraft, de warmte, de beweging, onverpoosd nut trekken uit afval en navoortbrengselen. Overal moet in de werkplaats een geest van inrichting en onderneming heerschen.

» Scheikunde en electriciteit hebben niets gemeen met het parlementair stelsel, maar wel met den toekomstigen toestand der werklieden in de latere inrichting van den arbeid (1). »

De arbeid vergt zijn aandeel in elke vermeerdering van den vooruitgang der nijverheid, en daartoe heeft hij recht.

Ook is het voor onze arbeidersbevolking van rechtstreeksch belang dat de economische wetenschap, ten einde onze voortbrenging aan te wakkeren, onderzoekte welke hare gesteldheid en hare behoeften zijn.

*
* *

Onze economische toestand en de nijversheidsyndicaten.

Het zij ons veroorloofd, onder deze behoeften, aan te dringen op een verschijnsel dat zich onlangs voordeed, dat men vergeefs zou willen bestrijden, en waaruit, dunkt ons, de nijverheid nog beter dan thans voordeel zou kunnen trekken.

Wij bedoelen de strekking tot vereeniging in syndicaten, die immer meer het kenmerk is van onzen economischen vooruitgang, zoo voor de nijverheid als voor de arbeiders.

Tusschen syndicale vereeniging van nijveraars, aan de eene zijde, en van arbeiders aan de andere, bestaat deze merkwaardige gelijkenis dat beide uitgaan van dezelfde geschiedkundige oorzaken. Onder het vroegere stelsel der ambachten werd niet enkel de ambachtsman beschermd, maar ook de voortbrenging streng geregeld. De corporatie oefende invloed uit niet enkel op den arbeidsdag en het loon, maar ook op de hoeveelheid en hoedanigheid van het voortgebrachte. De Fransche onwenteling veranderde dat alles. En de vrijheid op economisch gebied maakte zich vrij van alle kluisters en beves-

(1) AD. PRINS. — *De l'esprit du Gouvernement démocratique*. Bruxelles, Misch en Thron, 1906, p. 224.

tigde hare almacht tot in het laatste vierde der XIX^e eeuw. Dat verwekte een tijdvak van overgrootte werkdadigheid, waarbij alle menschenlijke hulpmiddelen en krachten werden aangewend. Echter verwekte de overdrijving van dat stelsel eene terugwerking, die wij nog iederen dag waarnemen, doch die enkel eene van de wisselvalligheden is, door de menschheid steeds onderhouden in den eeuwenouden strijd tusschen gezag en vrijheid, en ons met of tegen dank terugbrengt tot de opvattingen van corporatieve inrichting, die het kenmerk waren van het oud regiem, en door J.-B. Say, Adam Smith, overeenstemmend met de Wetgevende Vergadering, werden beschouwd als voor immer verwezen.

Er bestaat voorzeker een groot en grondig verschil tusschen de hedendaagsche arbeids- of nijverheidscorporaties en de ambachten van vóór 1789. Doch dat doet niets ter zake. 't Is de beroepsvereniging die het individualisme overwint en zich overal opdringt. Onder de arbeiders ontstond zij uit het overdreven « manchesterianisme », dat werd toegepast ten nadeele van het werkloon en uitliep op het « cannibalisme », door Hubert Spencer aangeklaagd. In de nijverheidskringen werd zij verwekt door de misbruiken van vrije mededinging, die teugellooze voortbrenging na zich sleepte.

Eenerzijds vereenigen de arbeiders zich om de voorwaarden hunner medewerking aan de algemeene taak te regelen. Anderzijds vereenigen de nijverheids- en handelsbelangen zich om vrije mededinging te vervangen door gezamenlijke werking tot het bepalen van de voorwaarden van voortbrenging en verkoop. Dit levert voor hen het voordeel op, dat alle nuttelooze tusschenpersonen kunnen vermeden worden, dat zij gezamenlijk gebruik kunnen maken van nieuwe middelen tot uitbreiding en krediet, dat zij de bestellingen kunnen verdeelen onder de nijverheidsondernemingen die zich toeleggen op bijzondere vakken en voortaan verzekerd zijn van eene meer geregelde en ongestoorde ontwikkeling. Bij deze verdiensten van samenwerking op nijverheidsgebied is deze te voegen, dat het technisch personeel volstrekt geene handelsbezorgdheid moet hebben, zoodat het zich gansch kan toewijden aan de verbetering der werktuigen en het opsporen van de meest practische en minst schadelijke stelsels.

Ziedaar waarom de omvangrijke ondernemingen ontstonden en slaagden, waarvan wij thans de uitbreiding waarnemen.

Bij voorbeeld, in de Vereenigde-Staten de « Steel Corporation », die eerlang 28,500,000 ton ijzer, 30,000,000 ton staal en 26,500,000 ton geplet ijzer zal voortbrengen.

Verder, in dezelfde ijzernijverheid, het « Stahlwerksverband », (vereenigde Deutsche staalfabrieken), dat verkoopkantoren in talrijke landen heeft en reeds 8,150,950 ton werkelijke bijdrage vertegenwoordigt.

Zoo ook, insgelijks in Duitschland, de twee trusts der electriche nijverheid, de « Allgemeine Electricitäts-Gesellschaft » en de « Vennootschap Siemens en Halske », onlangs ontstaan en die in menige landen filialen helpen stichten, wat haar in staat stelt de nijverheid dier vreemde landen niet alleen rechtstreeks te bestrijden, maar het zelfs te doen met de kapitalen van die landen zelve.

Soms ook werd de nijverheidsvereniging bespoedigd door de eischen der arbeidersverenigingen, zooals het geval was met het machtige *Rheinisch Westphälische Kohlen-Syndikat*, in het bekken der Ruhr, ontstaan ten gevolge der werkstakingen in 1889, en welks bijdrage thans 77,840,000 ton beloopt, dus meer dan driemaal zooveel als al de Belgische kolenmijnen voortbrengen.

Deze vereeniging op nijverheidsgebied, waarvan wij in landen, die onze mededingers zijn, zulke merkwaardige voorbeelden zien, maakt sommigen ongerust. De eenen stellen zich de vraag of dat niet zou strekken tot opperheerschappij en een soort van wereldmonopolie, en anderen, of de eischen der arbeiders, bij gemis van mededinging onder de voortbrengers, genoeg zullen opwegen tegen dezer macht. Hoe belangwekkend deze vraagstukken ook mogen zijn, het ligt niet in onze bedoeling ze hier te onderzoeken. Doch rekening houdend met dit immer meer treffend verschijnsel, stellen wij ons de vraag of de Belgische nijverheid, die zich eerder ontwikkelde dan de Duitsche en, toen deze nauwelijks was ontstaan, reeds op de hoogte was van de meest volstrekte vrijheid op economisch gebied, niet te traagzaam deelneemt aan eene noodwendige ontwikkeling (1).

Vereeniging gelijkt aan Achilles' lans : zij geneest de wonden die zij toebrengt.

Niet op den Staat heeft 's lands nijverheid te rekenen om tegen de vreemde vereenigingen te strijden. Hierop moet zij antwoorden door andere vereenigingen.

Voorzeker kunnen de openbare machten bijdragen om eene richting te geven aan de economische evolutie, in hare vóór 's lands nijverheid het meest onrust barendende uitingen.

Gemakkelijk ware het te begrijpen dat de openbare machten in dergelijk geval haren toevlucht nemen tot tolmaatregelen of tot beperkte aanbestedingen, om te verhinderen dat eene opkomende nijverheid worde versmacht door buitenlandsche vereenigingen, zelfs voor dat zij hare volle vlucht kon nemen.

Zoo kunnen, zonder rechten te heffen die den marktprijs zouden verhoogen, onze toltarieven de Belgische electrische nijverheid in eenen minder ongeschikten toestand dan thans plaatsen tegenover vreemde mededinging en betere arbeidsvoorwaarden verschaffen aan de talrijke werklieden die reeds nu bezigheid vinden in deze nijverheid.

De electrische toestellen voor een tramrijtuig met 50 paardenkrachten, ter waarde van nagenoeg 4,000 frank, betalen bij den invoer in Duitschland fr. 668.15, dus 16.70 t. h., terwijl zij in België worden ingevoerd tegen 110 frank, dus 2.77 t. h.

Eene booglamp, die nagenoeg 40 frank kost, betaalt in Duitschland fr. 7.50 invoerrecht, dus 18.75 t. h.; in Frankrijk, 9 frank, dus 22 1/2 t. h.; in België, fr. 0.60, dus 1.50 t. h.

(1) GEORGES DE LEENER. *Les syndicats industriels en Belgique*. Bruxelles, Misch et Thron, 1904.

Gloeilampen betalen in Deutschland 100 frank invoerrecht per 100 kilo, in Frankrijk 700 frank, in België 12 frank.

Onbekte koperdraad, in aanzienlijke hoeveelheid gebruikt voor elektrische toestellen, betaalt in België een invoerrecht van 10 t. h., wat, tegen de thans bestaande prijzen van het metaal, nagenoeg neerkomt op 20 frank per 100 kilo; diezelfde draad, op eene dynamo-klos gebobijnd, betaalt in België slechts 4 frank per 100 kilo. Dat is een aanmoedigingspremie voor het invoeren van elektrische toestellen.

Deze strijdigheden leggen grootendeels uit hoe het komt dat ons land, 't welk eene Europeesche faam had verworven in de vervoernijverheid en van in den beginne uitstekende elektrische ingenieurs telde zelfs binnen zijne eigene grenzen, werd overmeesterd door vreemde nijverheidssyndicaten. Dat zou, dunkt ons, eene wijziging onzer toltarieven billijken.

Doch dit zijn enkel verzachtelingen, die kunnen noodig zijn in het eene of andere bijzondere geval. Kan de ommekeer op nijverheidsgebied aldus worden geregeld, toch valt er op deze middelen niet te rekenen om hem volkomen tegen te werken.

Ons wezenlijk economisch programma schijnt thans te moeten bestaan in eene beter geregelde vereeniging onzer nijverheidskrachten, gesteund door nauwlettende medewerking onzer groote financiële inrichtingen, gepaard met eene meer volmaakte handelsinrichting. Onze overleveringen en instellingen schijnen ons deze vereeniging gemakkelijker te maken dan voor anderen. Men kan niet zeggen dat onze kapitalisten al te schuchter zijn: hunne stoutmoedigheid heeft ze zelfs medegesleept in avonturen welke zouden vermeden zijn, waren de kapitalen aangelegd geworden in ondernemingen binnen het land. Onze handelsinrichting is ontoereikend. België telt nauwelijks een vijftigtal invoerhuizen in de gansche wereld (1). Evenzeer als de ondernemingen moeten worden gebracht op de hoogte van de hedendaagsche techniek, dient onze buitenlandsche handel te worden verbeterd, en dat hangt af van de commissiehandelaars in vreemde landen.

Tot nagenoeg zulke gevolgtrekkingen geraakt, in een onlangs verschenen verslag, de onderzoekscommissie, door den « Bond tot verdediging van België's belangen in den vreemde », gelast België's toestand op het gebied van handel en nijverheid te bestudeeren, benevens practische en noodzakelijke middelen om zijne macht te behouden.

Ziehier deze gevolgtrekkingen :

- a) Europa moet, zoo het niet wil vervallen, niet enkel zijne uitzetting handhaven, maar ook doen toenemen;
- b) Dat is nog meer waar voor België, welks welvaart en bestaan zelf afhangen van den arbeid;
- c) België brengt de helft zooveel voort als Frankrijk, het derde van Deutschland en heeft eene onbeduidende inlandsche markt;

(1) G. DE LEEGER. *Du rôle de la concentration industrielle dans l'expansion commerciale.* Verslag op het International Congres tot uitbreiding van den wereldhandel, te Bergen 1905.

d) Het bezit geene koloniën, geene handelsvloot welke dien naam verdienen. Dus moet het heel goedkoop voortbrengen, om aan mededingende landen te kunnen verkoopen;

f) Daar het werkloon verhoogt en de nuttige arbeid der werklieden vermindert, dienen er vergoedingen te worden gezocht;

g) Deze behooren tot drie soorten :

1^o Verbetering onzer nijverheidstoerusting;

2^o Inrichting van volmakings-nijverheidstakken, 't is te zeggen bijzonderheidsvakken;

3^o Rechtstreeksche verkoop onzer uitgevoerde voortbrengselen en vermeerdering onzer vertierwegen;

h) De best geschikte middelen om tot dergelijke uitslagen te geraken, schijnen te zijn :

1^o *Ontwikkeling en algemeene verspreiding van het onderwijs in elken graad, namelijk het beroeps-, het handels- en nijverheidsonderwijs, vooral verplicht lager onderwijs, mits waarborg van ieders vrijheid van meening;*

2^o *Ernstige herinrichting onzer Kamers van koophandel;*

3^o *Zooveel mogelijk aan onze vertegenwoordiging in vreemde landen eene richting geven die beantwoordt aan de eischen van handel en nijverheid;*

4^o *Overal waar het mogelijk is, handelskantoren tot stand brengen;*

5^o *Ons krediet in den vreemde vestigen door het stichten van hulpkantoren voor onze financiële instellingen;*

6^o *'s Lands uitrusting uitbreiden en aanvullen, om middelen te verwerven ten einde de goederen in onze havens te doen toekomen;*

7^o *Onze koopvaardijvloot uitbreiden (1).*

Met reden, dunkt ons, plaatst de Bond de uitbreiding van het onderwijs in elken graad en namelijk het technisch onder de eerste middelen ten voordeele van onzen handels- en nijverheidstoestand. Straks zullen wij handelen over eenige der bedenkingen, dit jaar in het midden gebracht over dit onderwijs in België.

* * *

De koopvaardijvloot.

Wat betreft de koopvaardijvloot, die, benevens de andere middelen waarop wordt gewezen door den Bond der Belgische belangen in den vreemde, ten minste in zekere mate behoort tot de bevoegdheid van het Ministère van Nijverheid en Arbeid, volgaarne bekennen wij dat men het nog niet eens is over het nut dat zij zou opleveren voor onzen economischen toestand.

Sommigen beweren nog steeds dat het voor ons zoo voordeelig is de schepen te bevrachten, welke onze naburen ons leveren, dan zelve met groote kosten zeevaartlijnen in te richten, die, te strijden hebbende tegen de

(1) Bond tot bevordering van België's belangen in den vreemde. Verslag, namens de eerste commissie voor onderzoek uitgebracht door den heer Leon Hubert, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, met medewerking der heeren Léon Hennebicq en Carl Hermann. Brussel, Imprimerie des Travaux publics, 1906.

internationale vervoermiddelen en machtige samenspanningen, niet zouden opgewassen zijn tegen de buitengewone verbrokkeling der verzendingen, welke thans den overzeeschen handel kenmerkt. Met den heer Andrew Carnegie beweren zij dat « de handel niet de vlag volgt, naar wel het spoor der beste zaken » (1). Zij beschouwen als meer spoedeischend en meer practisch de thans aangevangen hervormingen, als daar zijn: herinrichting onzer consulaten en Kamers van koophandel,—het oprichten van handelsscholen, tot het opleiden van jonge lieden die in vreemde landen kantoren zullen gaan stichten en ons inlichten over de behoeften, de gewoonten en den smaak der buitenlandsche klanten; — het stichten van Belgische financieele instellingen in den vreemde, of ten minste de inrichten van een stelsel van hulpkantoren en agenten, dat den Belgischen nijveraer veroorloven zal *rechtstreeks* uit te voeren.

« Het vraagstuk van den rechtstreekschen uitvoer, zoo lezen wij in eene belangwekkende studie — ondanks en wellicht uit hoofde van haar pessimisme, — is vooral een vraagstuk van handel en bankwezen. Het vervoer komt daarbij niet te pas. De gansche beweging die thans wordt gemaakt ten voordeele eener koopvaardijvloot, berust op eene drogreden en op de miskenning der wezenlijke voorwaarden van ons vervoerstelsel » (2).

Wij betwisten hoegenaamd niet dat eene betere inrichting van den handel en van het bankwezen noodzakelijk is om onzen rechtstreekschen uitvoer te bevorderen. Doch hoe kunnen wij dien rechtstreekschen uitvoer, — welke zou opwegen tegen de beschermingszucht onzer naburen en onze mogelijk hogere kostende prijzen — hoe kunnen wij hem waarborgen, zoo wij alles moeten blijven voortbrengen met aanzienlijke kosten en voor afnemers over alle wereldstreken verspreid, die ons niet kennen, in plaats dat wij enkel eenige bepaalde winstgevende artikelen zouden voortbrengen voor regelmatigere klanten? Zouden onze vervoerders, die ook onze mededingers zijn, zelfs niet onvoorziens, onder den invloed van eene reactie op economisch of politiek gebied, hunne vrachtprijzen niet kunnen verhoogen ten voordeele van hunnen eigen handel?

Hier nogmaals staft Duitschland het oordeel van hen die willen dat er beter gebruik worde gemaakt van onze zee grens en van de middelen die zij ons kan opleveren; werving van zeelieden, scheepsbouw, reederij.

Welke zijn de oorzaken van de merkwaardige nijverheidsontwikkeling in Duitschland?

Hoe komt het, dat een land, arm aan kapitalen, met eenen doorslechten bodem, zoo spoedig eene mogendheid van eerste orde werd in zake van nijverheid en handel?

Voorzeker heeft de door regeering gevoerde politiek daartoe bijgedragen. Zij behield de inlandsche markt voor 's lands nijverheid, doch veroverde

(1) A. CARNEGIE. *L'Empire des affaires*, Paris, Flammarion, p. 209.

(2) W. VOGEL. *De notre décadence industrielle*. Bruxelles, Société belge de librairie, 1905, p. 4.

de uitlandſche markten, dank zij de uityoerpremiën, geheven op de winst van den verkoop in den vreemde.

Doch wie begrijpt niet dat het bezit van eene binnen- en buitenlandsche vloot, aangevuld door stapelhuizen in alle aanlegplaatsen, alsmede het oprichten van banken daar waar de schepen aanlanden, merkelyk bijdroegen om de Duitsche nijverheid hare kracht te verschaffen? Gaat de ontwikkeling van die nijverheid niet gepaard met die van hare koopvaardijvloot en van hare schipperij?

Verschillen onze werkkring en onze middelen met die van Duitschland; de beteekenis van een zoo nieuw voorbeeld valt moeilijk te ontkennen.

Is België wellicht niet het eenige land onder de beschaafde landen die havens hebben en aan de zee palen, dat voor het meerendeel van zynen uitvoer afhangt van den vreemde?

De 9,056 schepen, die in 1904 onze havens uitzelden, hadden eene tonne- maat van 11,144,489 ton; zij vervoerden 5,691,100 ton goederen, ter waarde van 1,737,100,000 frank.

Treurig is het echter te moeten bekennen dat gansch onze toerusting in zake van zeevaart, die zooveel millioenen kostte en eene levenszaak is voor de uitbreiding van handel en nijverheid, eene uitsluitend vreemde nijverheid, namelijk het vervoer ter zee, bevordert.

Trouwens, in bovengemelde cijfers is 's lands scheepvaart slechts begrepen voor 69 schepen. met eene tonnemaat van 102,737 ton :

20.2 t. h. schepen en	12.3 t. h. ton	bij den invoer.
20.3 — —	12.3 —	bij den uitvoer.

Deze 69 schepen zijn verdeeld over de volgende steden :

Antwerpen	64 schepen en	101,292 ton.
Gent	3 —	1,547 —
Oostende.	1 —	98 —

Welnu, het vervoer ter zee, dat over een zeer zekeren werkkring kan beschikken, waar onze schepen de goederen kunnen afhalen daar waar zij worden voortgebracht en rechtstreeks door middel van onze spoorwegen, rivieren en vaarten brengen ter plaatse waar zij worden verbruikt of verwerkt, dat vervoer zou niet enkel zeer winstgevend zijn, maar ook bezigheid verschaffen aan talrijke arbeiders en beambten. Onze zeevaartlijnen zouden de natuurlijke verlenging zijn van onze spoorwegen, die zonder uitweg uitloopen te Oostende, Zeebrugge en Antwerpen (1).

Herhaaldelyk drukte de Middenafdeeling voor de Begrooting van Nijverheid en Arbeid den wensch uit, dat, ten einde het onderzoek der vraagstukken betreffende de koopvaardijvloot te vergemakkelijken en te bespoedigen, eene bijzondere commissie zou worden aangesteld om de daaraan verbonden verschillende diensten *een te maken* en deze vloot uit te breiden.

(1) F. VAN ORTOY, *Considerations sur le développement et l'outillage économique de la Belgique*. Verslag op het Internationaal Congres tot uitbreiding van den wereldhandel, Bergen, 1903.

Aan de Middenafdeeling in 1900, antwoordde de Regeering, dat zij « zou te onderzoeken hebben welke houding zij raadzaam zou oordeelen in deze aan te nemen, en namelijk of er aanleiding bestaat om het veelzijdig vraagstuk der inrichting van eene of meerdere zeevaartlijnen te onderwerpen aan eene bijzondere commissie van ambtenaren der verschillende departementen, nijveraars en kooplieden ».

In 1901 verklaarde de Regeering dat er nog geene oplossing bestond.

In 1902 werd ons geantwoord : « Het eenmaken van de verschillende diensten van het zeewezen betreft hoofdzakelijk andere departementen die er veel meer belang bij hebben dan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid. »

In 1905 was het antwoord nog meer ontwijkend, want er werd aan uwe Middenafdeeling verklaard : « Tracht men diensten te vereenigen, die behooren tot verschillende departementen, dan werpt men zeer kiesche vraagstukken van bestuursbevoegdheid op. »

Dat betwijfelen wij geenszins, doch wij blijven bij de meening dat « vraagstukken van bestuursbevoegdheid », hoe kiesch ook, niet van aard zijn om voor onbepaalden tijd eene oplossing te verschuiven, die wordt aanbevolen door al wie belang stelt in de uitbreiding onzer koopvaardijvloot.

Om niet buiten den « erkenden » werkkring van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te gaan, in zake van koopvaardijvloot, zijn, in zake van onderwijs, eenige veranderingen aan te stippen en te prijzen : instellingen van middelbaar onderwijs te Oostende en te Antwerpen hebben eerste leergangen ingericht, en onder de onlangs gestichte hogere scholen van koophandel, hebben sommige op haar programma gebracht een leergang voor het bouwen en uitreden van zeeschepen, namelijk de school van hogere handelsstudie te Luik.

Eindelijk, eene door den Belgischen Staat aangemoedigde groep heeft het schoolschip *Comte de Smet de Naeyer* uitgerust een driemaster, in 1904 te Greenoch gebouwd, gansch uit staal en nagenoeg 3,000 ton groot.

Aan de eerste reis werd deelgenomen door negen en twintig jongelingen, om, tijdens leergangen van vier jaar, te worden voorbereid tot het examen van luitenant ter lange omvaart. Ieder jaar zullen twintig nieuwe leerlingen, dus op drie jaar tachtig jongelingen regelmatig onderricht aan boord genieten.

In een verslag over de schoolschepen, antwoordt de heer Ed. Schwenn, ondervoorzitter van den Beheerraad van het Belgische schoolschip, op eene bekribbeling, uitgebracht door hen die dit schip, behalve zijn nut als vervoertuig en practische of theoretische school, ook nuttig willen maken als « 's lands vertegenwoordiging in den vreemde », door onze vlag overal bekend te maken.

« De schoolschepen leggen op niet genoeg plaatsen aan. Terloops gezegd, dat ware eene zeer kostbare uitspanning, doch, het ware nog het minste, zoo dikwijls aanleggen noodzakelijk was voor het beoogde doel. Zonder te rekenen dat men, om havens binnen te varen, zich meesttijds bedient en schier altijd verplicht is zich te bedienen van loodsen, zijn sleepbooten als 't ware onontbeerlijk geworden voor zeilschepen, omdat wij niet meer den tijd

beleven toen de geringe afmetingen der zeeschepen deze zoo handelbaar maakten dat zij tegen den stroom der rivieren konden opvaren.

» Wat daarentegen een tastbaar voordeel der schoolschepen zelve is, voor zooveel zij tot vervoertuig dienen, is dat zij landen zullen aandoen, waaraan voortbrengselen worden geleverd door de volkeren die ze uitrusten, en waarschijnlijk zal deze omstandigheid bijdragen om hun op een gegeven oogenblik een grooter aandeel te verzekeren in den rechstreekschen handel met vreemde landen.

» Toen het jongste schoolschip werd gebouwd, sprak men van het inrichten eener bestendige tentoonstelling van de voortbrengselen des lands dat het schip uitrust; dat ware natuurlijk eene tentoonstelling in 't klein, en voor zooveel de beschikbare ruimte aan boord zou veroorloven. Dat acht ik een gelukkig denkbeeld, waarop men dient terug te komen, en ik zie niet in waarom de schoolschepen in de aanleghavens aan boord geene propaganda zouden maken voor voortbrengselen die uitsluitend uit hun vaderland komen, en zelfs met vergelding; in de aanleghavens zou men in den reesterstudiezaal, voor de omstandigheid ingericht als tentoonstellingszaal, catalogussen kunnen beschikbaar stellen en, zoo het noodig is, een daartoe bijzonder bezoldigden handelsagent gelasten al de noodige inlichtingen te geven aan al wie aan boord zou komen. Ook de leerlingen zouden groot voordeel kunnen trekken uit dergelijke tentoonstelling, in dezen zin dat de leeraars hun in de haven een leergang van technologie zouden kunnen geven, waarvan het nut niet meer hoeft te worden bewezen voor al wie zich van verre of van bij inlaat met koophandel » (1).

Dank zij het schoolschip, schijnt het klaar dat de opleiding onzer toekomstige officieren in hun vak beter zal geschieden, onder de leiding van uitgelezen en beproefde officieren, toegewijde leeraars, dan vroeger aan boord van koopvaardij-schepen, wier officieren zich weinig gelegen lieten aan het onderwijzen en opleiden van de jongelingen die zij aan boord hadden.

Doch officieren kweeken volstaat niet. Men moet ook een goed ondergeschikt personeel opleiden.

Voorzeker kunnen onze scholen voor scheepsjongens in zekere, nochtans veelmeer beperkte wijze in die behoefte voorzien.

« Doch wat ons volk vooral ontbreekt, schrijft de heer de Raet in een onlangs verschenen verslag, is « zeevaartgeest ». Welnu, de zeevisscherij is eene uiterst geschikte school om dien geest te verwerven; zij kan gemakkelijk eene uitnemende kweekschool van matrozen worden, des te gemakkelijker, daar dank zij de stoom-visscherssloepen de werking der visscherij zich meer uitbreidt. Het visscherijberoep, strekt, ten gevolge van zijne gevaren en bezwaren, om de verharding, de koelbloedigheid en den ondernemingsgeest te ontwikkelen, zonder welke er geene goede matrozen zijn.

» In dat opzicht is de zeevisscherij van levensbelang voor de koopvaardijvloot en de economische uitbreiding over 't algemeen. Zij kan een voorraad

(1) ED. SCHWENN, *Navires-écoles*, Verslag op het Internationaal Congres tot uitbreiding van den wereldhandel. Bergen, 1905.

van krachtbaarheid verwekken voor die uitbreiding, op voorwaarde dat zij bloeiend is. Doch wat zien wij thans? 't Schijnt dat er gebrek is aan visschers, verval, verzwakking is, zoowel in hun stoffelijken als zedelijken toestand. De bevolking aan ons zeestrand is onderworpen aan een gebrekkig stelsel, van aard om hare krachtbaarheid te ontzenuwen, veeleer dan ze te vermeerderen (1). »

Met het oog daarop, hoeft het Ministerie van Nijverheid en Arbeid te denken aan het stichten van visschersscholen, het ontwikkelen van den geest van vereeniging en samenwerking onder onze visschers, hunne bekendmaking met de uitrusting, zonder te spreken van de inrichting van vervoer en uitwegen voor den verkoop van den visch, wat ook andere ministeriën aangaat.

De Regeering heeft, ten andere, reeds beurzen gesticht voor het aanleeren en zet de toepassing van dien maatregel voort in al de visschershavens. En uit een antwoord van den achtbaren heer Francotte aan den achtbaren heer Degroote, ter Kamerzitting van 7 Juni 1905, blijkt, dat het methodisch onderzoek naar de zeevisscherij en den arbeid der visschers zeer gevorderd is.

« Eenmaal de opnemingsgeëindigd, voegde hij er bij, — en ik schat dat daartoe ten hoogste een jaar noodig is — zullen wij overgaan tot het tweede gedeelte van het werk, 't is te zeggen de bijzondere beschrijving van deze nijverheid; deze studie zal geschieden in den aard dergene over de huisbedrijven, afgekondigd door den arbeidsdienst en gekend door al de leden der Kamer.

» Die beschrijvingen zullen worden opgesteld in den daareven opgegeven zin, en iedereen zal bekennen dat zij moeten aangevuld worden door studiën in den vreemde. Dus ben ik van plan bijzondere afgevaardigden te gelasten, den toestand in Frankrijk, Engeland, Nederland en Duitschland te bestudeeren. »

* * *

Beroepsonderwijs.

De uitgaven, door de Schatkist bekostigd voor het beroepsonderwijs, zijn gestadig jaar om jaar toegenomen.

In 1875. fr.	258,566 63
— 1880.	330,034 33
— 1885.	339,192 84
— 1890.	538,101 05
— 1895.	637,579 45
— 1897.	800,715 42
— 1898.	911,953 76

(1) LOUIS DE RAET, *Les meilleurs modes de fondation et de recrutement du personnel marin*. Verslag op het Internationaal Congres tot uitbreiding van den wereldhandel, Bergen, 1905.

— 1899.	1,039,212 36
— 1900.	1,063,584 26
— 1901.	1,289,970 76
— 1902.	1,417,500 00
— 1903.	1,499,999 72
— 1904.	1,700,000 00
— 1905.	1,850,000 00
— 1906.	2,050,000 00

Die gestadige toeneming bewijst hoe zeer de Regeering doordrongen is van de noodzakelijkheid van dat onderwijs waarvan de vooruitgang onze arbeiders eene betere vergoeding van hunne pogingen zal bezorgen zonder aan onze nijverheid iets te onttrekken van het voordeel opgeleverd door de hoedanigheid harer voortbrengselen en de matigheid harer prijzen.

De Begrooting voor 1906 voorziet daarenboven een nieuw krediet van 10,000 frank voor het uitvoeren van een ontwerp waarvan de Regeering aan uwe Middenafdeeling verleden jaar reeds had kennis gegeven, namelijk het inrichten van een Hoogen Raad voor beroepsonderwijs.

Ons beroepsonderwijs van allen graad blijft voortdurend gekenmerkt door allerhande bewonderenswaardige pogingen welke de Regeering er zich bij bepaalt na te gaan en vooruit te helpen.

Op geen enkel gebied is de werking der vrijheid nuttiger en vruchtbaarder dan op onderwijsgebied. Zij verschaft in de opleiding aan die nagenoeg ontelbare verscheidenheid van personen den eerbied voor en de ontwikkeling van hunne persoonlijke begaafdheden.

Dat onderwijsstelsel zal goed te pas komen voor den nijverheidsomkeer der XX^e eeuw. De stoom had de werklieden in de fabrieken samenge trokken. De electriciteit zal de ambachtslieden van elkander scheiden, maar zal van ieder hunner, welke ook het krachttuig weze dat hij zal bezigen, meer aanleg en meer verstand vergen dan het fabriekwerk der XIX^e eeuw van de arbeiders eischte.

Ieder arbeider zal weldra een werktuigkundige moeten zijn, 't is te zeggen een vakkundige, op de hoogte van de grondwetten der natuur en van de bijzondere wetten toepasselijk op zijn vak.

Het is misschien belangwekkend hier te herinneren volgens welke regelen de Staat heden zijne toelagen verstrekt aan het beroepsonderwijs.

« Voor de scholen waar het onderwijs enkel *theoretisch* is, zooals de nijverheidsscholen, de scholen voor beroepsteekenkunde, de handelsscholen, bedraagt de toelage het derde van het geheel bedrag der kosten, na aftrek van de huurkosten der gebouwen en van het schoolgeld door de leerlingen betaald.

» Voor de scholen waar het *theoretisch* onderwijs gepaard gaat met *practisch onderwijs*, zooals de beroepsscholen en de huishoudscholen, bedraagt de toelage de twee vijfden van het geheel bedrag der uitgaven, insgelijks na aftrek van de huurkosten en van de opbrengst van het schoolgeld.

» Daarenboven komt de Regeering tusschen voor de helft der kosten,

in de uitgaven voor aankoop en inrichting van het gerief der scholen voor beroepsonderwijs, op vertoon van de gekweten rekeningen in dubbel afschrift.

« Om Staats toelagen te kunnen genieten, moeten de beroepsscholen aan de goedkeuring der Regeering onderwerpen hare reglementen tot inrichting en van inwendig bestuur, haar programma, hare onderwijsregeling, de lijst harer leerlingen, hare jaarlijksche begrotingen, alsmede hare jaarrekeningen met de stukken tot staving der uitgaven. De beroepsleergangen zijn onderworpen aan Staatstoezicht ».

Zonder de grondbeginselen dier tegemoetkoming te willen veranderen, en tevens de plaatselijke overheden, de beroepsverenigingen, de bazen en de werklieden de zorg overlatende die scholen tot stand te brengen en te besturen, heeft men herhaalde malen reeds gevraagd dat de Staat zou tusschenkomen in de bouw- en onderhoudskosten van de lokalen.

In beginsel heeft het Ministerie tot hiertoe zulks geweigerd. De achtbare Minister evenwel heeft, in 1903, de Kamer laten weten dat zijn bestuurnaging of de Staat zou kunnen tusschenkomen in de kosten van het huren dier lokalen, of, wanneer deze toevoeren aan de gemeenten of aan de bestuurscommissiën, in het te betalen jaargeld als interest van de som welke het bouwen dier lokalen gekost heeft.

Mocht die oplossing worden aangenomen, dan zou zij de oprichting toelaten van beroepsscholen in kleine nijverheidsgemeenten, waar het gebrek aan lokalen de ontwikkeling van het beroepsonderwijs verlamt.

Naast het beroepsonderwijs der werklieden, vergt het beroepsonderwijs der bedienden steeds meer de aandacht van al wie bekommerd is over onze toekomst en de uitbreiding van onzen handel. « Die uitbreiding, zegde terecht de heer O. Orban, professor aan de Luiksche hoogeschool, in een hoogst belangwekkend verslag, vergt de opleiding niet alleen van eene klasse hoofd- of bestuursbedienden, bestemd om in alle landen ter wereld de vertegenwoordigers van onze belangen te zijn, de stichters van nieuwe vertierwegen, van hulphuizen en andere soortgelijke gestichten, maar ook van eene klasse bedienden bevoegd in de talen, in het boekhouden, in de techniek van de verkooping, verzendingen en geldinningen, geschikt om werkzame en schrandere medewerkers te worden zoowel van onze agenten in den vreemde, als, in België zelf, van onze fabrikanten en onze handelshuizen (1). »

Daartoe prijst de uitstekende hoogleeraar verschillende hervormingen aan in het programma van ons middelbaar onderwijs. Hij vraagt ook dat alle openbare machten — en met dien wensch vereenigen wij ons — hare krachtadige aanmoediging schenken aan de leorgangen voor handel en taalkennis, alsmede aan de pedagogische en andere instellingen, strekkende, zooals de *middenjury voor het boekhouden en voor handelsbriefwisseling*, om

(1) O. ORBAN. *L'enseignement professionnel des employés*. Verslag voorgedragen op het Internationaal Congres tot uitbreiding van den wereldhandel. Bergen, 1905.

het peil van dat soort van onderwijs te verheffen, om de uitslagen ervan na te gaan en te verbeteren en om den vooruitgang ervan in de hand te werken.

* * *

Middelstand-dienst.

Hoofdstuk III der Begrooting draagt als nieuwe benaming : « Nijverheid, Nijverheids- en beroepsonderwijs. Middelstand-dienst ».

Een koninklijk besluit van 13 Januari 1906 heeft die wijziging aangevuld. Dat besluit luidt als volgt :

« ART. 1. — Bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid wordt een Ambt der Middelstanden opgericht.

» De inrichting daarvan zal worden bepaald door een reglement van algemeen bestuur.

» ART. 2. — Het Ambt der Middelstanden heeft ten doel :

» 1° Inlichtingen te verzamelen en samen te ordenen omtrent de omstandigheden waaronder de kleine ambachten en handelsbedrijven worden uitgeoefend en, over 't algemeen, omtrent den economischen toestand der lieden tot de middelstanden behoorende; de uitslagen der Belgische en buitenlandsche wetten, die hen betreffen, te bestudeeren en bij te dragen tot de voorbereiding van nieuwe wetten en maatregelen;

» 2° Te letten op de uitvoering der bestaande wetten en verordeningen.

» ART. 3. — De diensten van het nijverheids- en van het beroepsonderwijs, alsmede van het huishoudelijk onderwijs worden gehecht aan het Ambt der Middelstanden. »

Uit dat besluit blijkt, dat de middelstand-dienst in zekere mate den dienst van het beroepsonderwijs zal innemen.

Aldus opgevat, vergt deze nieuwe instelling eenige aanmerkingen.

Ongetwijfeld, wanneer het er om te doen is de belangstelling en de ingenomenheid duidelijker te doen uitschijnen, welke de Staat voornemens is te gunnen aan het vraagstuk der geringe burgerij, zal niemand betwisten dat dit vraagstuk al te lang werd verwaarloosd en al onze bezorgdheid verdient.

« Ik denk, zoo schreef de heer Ad. Prins in zijne merkwaardige studie waarop wij reeds hebben gewezen, dat, willen zij hunne volksbestemming in al hare uitgestrektheid uitoefenen, de parlementen eene te enge gedachte hebben opgevat van 't belang der arbeidersstanden en er enkel een gedeelte van hebben voorgesteld. Er zijn overal arbeiders te vinden; er zijn er in de lagere rangen van den middelstand en van de vrije beroepen, geringe meesters, geringe winkeliers, geringe bedienden, allerhande lagere beambten, wier lot evenveel belangstelling verdient als dat der handwerkers, wier arbeid even overdreven is, wier bestaanmiddelen even gering zijn, wier nood even bitter, wier kommer voor morgen even kwellend is en wier bestaan nochtans voor de beraadslagende lichamen der XIX^e eeuw onopgemerkt schijnt te zijn voorbijgegaan » (1).

(1) Adolphe PRINS, *De l'esprit du gouvernement démocratique*. Brussel en Leipzig, Misch en Thron, 1908, bladz. 225.

Die dringende behoeften, dat lijden, te meer grievend daar het meer bedekt is, kan de openbare macht eenigerwijze verhelpen, namelijk door het beroepsonderwijs en den vereenigingszin te bevóorderen.

Het beroeps- en handelonderwijs zal de burgerstielen bij machte maken tegen de voortbrenging en den verkoop in 't groot te strijden door de hoedanigheid, het specialiseeren en de eigenaardigheid van hunne waren.

De vereeniging zal hunne algemeene kosten verminderen en hun toelaten voor den goedkoop mede te dingen met de groote magazijnen en de samenwerkende maatschappijen.

Niets is doelmatiger, anderzijds, dan de bezorgdheid van wege de openbare machten voor het meer en meer uitbreiden van de kleine voortbrengingsmiddelen, 't is te zeggen zooals de heer O. Pyfferoen het uitlegt, van de gezamenlijke voortbrengingsmiddelen (buiten de grondstoffen), gebezigd door de mannen der ambachten bij welke de baas tevens den arbeid verricht (alleen of met anderen) en kapitaal levert.

Niets is lofwaardiger dan die bijzondere toelagen welke de Regeering besliste te schenken voor tijdelijke leergangen, voor verbeteringsleergangen ten behoeve van meester-kleermakers, voor voordrachten over scheikunde en handel in specerijen, voor « ambulante » leergangen zooals oefeningslessen voor het gebruiken van kleine machines, zooals het voortplanten van kleine gewestelijke bedrijven, zooals de vaatwerkmakerij welke schijnt te willen verrijzen in sommige gemeenten der Ardennen.

Niets komt te gepaster tijde dan de poging om onze geringe burgerij te doen verzaken aan haren alouden en lamendigen slenter en haar ertoe aan te zetten, buiten onze enge grenzen betrekkingen te zoeken welke zij hier zelden kan vinden.

Maar is het tot stand brengen van die nieuwe inrichting genoeg gewettigd door de bekommering voor die verschillende belangen?

Is het logisch als *middelstand-dienst* te vereenigen en ermede te verwarren de gansche inrichting van ons beroeps onderwijs waaraan al de maatschappelijke standen deelachtig zijn. Is die benaming *middelstand-dienst* wel gepast? Zal dat niet bijdragen om in de maatschappelijke rangen, voor welke de nieuwe dienst is ingericht, eene indeeling in « klassen » of standen te scherpen, welke indeeling overigens als willekeurig voorkomt?

Om de diensten te noemen welke aan die inrichting zijn verbonden, is in Frankrijk de benaming *Kunsten en Ambachten* in de bestuurs- en de volks-taal gedrongen.

In Pruisen heeft de Regeering haar inzicht te kennen gegeven in een dienst samen te trekken en in te richten al wat de syndicale propaganda betreft, de ambulante en allerhande verbeteringsleergangen, de kunst- en werktuigmuseums, eene inrichting van het klein krediet in een hooger bestuur rechtstreeks afhingende van den minister van koophandel, die den naam zal dragen van *Landesgewerbeamt*, gepaard met een Hooger Raad voor de ambachten, als verband tusschen het bestuur en de neringdoenden.

Om elke dubbelzinnigheid te vermijden zal het goed zijn tusschen den nieuwen « Middelstand-dienst » en de Diensten van het beroepsonderwijs

eene verwarring te beletten welke de bewoordingen van het koninklijk besluit van 13 Januari 1906 zouden kunnen doen vreezen.

*
* *

Arbeidstoezicht.

Artikel 30 der Begrooting voorziet eene verhooging van 40,000 frank op het krediet uitgetrokken in 1905 voor « toezicht over den arbeid en de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, ontworpen of in werking : personeel daarmede belast; vergoedingen voor bureelkosten; reizen en verblijfskosten; zendingen. »

Bij de vroegere bewoordingen van dat artikel werden de woorden gevoegd : « onderzoekingen en bezichtigingen, » ten einde de onderzoekingskosten te kunnen dekken, bij voorkomend geval veroorzaakt door de beslissingen te nemen in zake van gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

De inleidingsnota van het ontwerp van begrooting wettigt als volgt de verhooging van dat krediet :

« Het is noodig het personeel van het arbeidstoezicht te versterken met het oog op de uitvoering van de wet op de vergoeding van de schade veroorzaakt door de arbeidsongevallen, van de wet op de zondagsrust, van de wet waarbij zitplaatsen moeten ter beschikking worden gesteld van de winkeldochters, alsmede van de nieuwe koninklijke besluiten betreffende de gezondheid en de veiligheid der arbeiders en het bezigen van loodwit. »

Artikel 31, anderzijds, behelst eene verhooging van 5,000 frank voor het materieel van den toezichtsdienst, kosten van proefnemingen, enz.

Zal die verhooging van 45,000 frank toereikend zijn om te voorzien in de zoo aanzienlijke nieuwe noodwendigheden naast de vroegere noodwendigheden? Zal alleen de toepassing van de wet van 2 Juli 1899, betreffende de veiligheid en de gezondheid der werklieden bij de nijverheids- en handelsondernemingen, niet veel meer bedrijvigheid vergen vanwege den toezichtsdienst ?

Het personeel van dien dienst, dat, in 1895, twee en twintig man telde, bestaat thans uit dertig toezichters, hulptoezichters of afgevaardigden. Die ambtenaren zijn ingedeeld, overeenkomstig hooger aangehaald organiek besluit, in twee klassen :

1° De arbeidstoezichters bij het middenbestuur ;

2° De toezichters of afgevaardigden met verblijf in de provinciën, wier werkgebied en verblijf worden bepaald bij ministerieele beslissing.

De arbeidstoezichters bij het middenbestuur houden zich meer bijzonder bezig met de nijverheidstakken en inrichtingen welke hun door den Minister worden aangeduid. Zij houden het oog op den dienst der toezichters of afgevaardigden in de provinciën, bestudeeren de verslagen en vereenigen het geleverd werk dier ambtenaren, bereiden de hervormingsontwerpen. Zij zijn insgelijks gelast hun advies te geven over elk beroep bij den Koning

in zake van gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, alsmede over de vraagstukken van gelijkstelling of van rangschikking van die inrichtingen.

Zijn werkzaam bij het middenbestuur : 1 algemeen toezichter ; 2 hoofdtoezichters ; 1 hulptoezichter ; 2 toezichtsters die tot zending hebben te bezoeken de inrichtingen met een uitsluitend vrouwelijk personeel, zooals de naai- en modewinkels, enz.

De provinciedienst begrijpt de ambtenaren met verblijf in de provinciën en belast met het toezicht over een bepaalden kring of district.

Het 7^e district (provincie Henegouw) telt maar één toezichter en één hulptoezichter. Daarbij zijn te voegen een toezichter-geneesheer, die bevoegdheid heeft over Henegouw en de arrondissementen Nijvel en Philippeville, alsmede aangenomen gencesheeren.

Zon, gezien de zoo dikwijls geopperde klachten over den arbeid van vrouwen en kinderen, vooral in de glasfabrieken, de benoeming van een werkmans-afgevaardigde, vooral belast met het toezicht over die fabrieken, niet ten overvloede gewettigd zijn?

De Middenafdeeling vestigt daarop de bijzondere aandacht der Regering.

Tijdens de behandeling van de begrooting voor 1903 heeft de Kamer zich beziggehouden met de wettelijke hoedanigheid der arbeidstoezichters.

Iedereen weet dat die ambtenaren hunne bevoegdheid verkregen door het koninklijk besluit van 22 October 1893 dat hen gelast te waken over het naleven van de wet op den arbeid van vrouwen en kinderen en van de verordening betreffende de ongezonde en soortgelijke inrichtingen.

Later werden die ambtenaren achtereenvolgens gelast te waken over de uitvoering :

3^o Van de wet van 16 Augustus 1887 op het betalen van de werkloonen, waarvan het toezicht hun werd opgedragen door de wet van 11 April 1896 ;

4^o Van de wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen ;

5^o In een gedeelte van 't land, van de wet van 24 Mei 1898 op de politie der open groeven ;

6^o Van de wet van 2 Juli 1899 betreffende de gezondheid en de veiligheid der werklieden bij de nijverheids- en handelsondernemingen ;

7^o Van de wet van 30 Juli 1901 tot regeling van het meten van den arbeid der werklieden.

8^o Van de wet van 24 December 1903 op de vergoeding van de schade veroorzaakt door ongevallen bij den arbeid, in werking getreden den 1^{sten} Juli 1903, en die de arbeidstoezichters gelast met zorg te waken over het naleven van de bepaling van artikel 24 betreffende de aangiften van ongevallen.

9^o Van de wet van 17 Juli 1903 op de Zondagsrust in de nijverheids- en handelsondernemingen.

In geval van overtreding van die wetten hebben de ambtenaren van den toezichtsdienst het recht processen-verbaal op te maken die gelden zolang het tegendeel niet is bewezen. Deze processen-verbaal worden rechts-

streeks overgemaakt aan de rechterlijke overheid en een afschrift ervan wordt aan de overtreders ter hand gesteld.

Naast die eigenlijke politie- en toezichtszending, zijn de arbeidstoezichers insgelijks belast met bestuursbezigheden.

Terecht heeft men doen opmerken dat het Wetboek van Strafvordering, onder hoofdstuk één (van de rechterlijke politie) bepaalt dat de rechterlijke politie wordt uitgeoefend onder 't gezag van de rechtbanken en hoven en volgens het onderscheid dat zal gemaakt worden voor de verschillende soorten van bedienaars der rechterlijke politie door het Wetboek beperken-derwijze bepaald. Welnu, geen enkele wetstekst heeft de arbeidstoezichers gelijkgesteld met die bedienaars der rechterlijke politie.

Men kan, wel is waar, afleiden uit de teksten waarin hunne zending wordt bepaald, dat zij de hoedanigheid bezitten van bedienaars der rechterlijke politie, vermits zij door de wet gelast zijn de de overtredingen der bepalingen van sommige bijzondere wetten op te sporen en vast te stellen.

Maar zoo men wil, en dat is ook de wensch der Middenafdeeling, dat voor het vaststellen van die overtredingen, de arbeidstoezichers meer rechtstreeks afhangen van het hoofd van 't parket van hun gebied, in stede van gansch af te hangen van de bestuursoverheid, dan zou een koninklijk besluit of eene wetsbepaling hen dienaangaande moeten gelijkstellen met de verschillende ambtenaren der overheid, voorzien bij het Wetboek van Strafvordering.

*
* *

De uitvindingsbrevetten.

De Regeering gaf reeds haar inzicht te kennen, ter Kamer een ontwerp over te leggen tot herziening van de wet op de uitvindingsbrevetten.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat inzicht eerlang te zien verwezenlijken. Te dier gelegenheid zal er aandachtig moeten worden gelet op de grieven geopperd door onze uitvinders en nijverheidskustenaars.

« Zoo 't waar is, zegt de heer Raclot in eene onlangs verschenen studie waarin die grieven zijn blootgelegd, dat hoe kleiner en rijker een land is, en hoe dichter zijne arbeidersbevolking, hoe meer het zijne nijverheid moet beschermen; dan is het noodig dat dit land, om zijn rijkdom te bewaren en zijne arbeiders werk te verschaffen, door alle mogelijke middelen de nijverheidstakken, welke het bezit, in stand houde en trachte nieuwe nijverheidstakken aan te trekken (1).

Slecht begrepen kan het brevet een hinder worden voor onze nijverheid en onzen handel, in stede van ze vooruit te helpen.

Zal de wet de verplichting moeten huldigen de gebreveteerde uitvindingen te exploiteeren binnen een bepaald tijdperk van den dag af waarop het

(1) H. RACLOT. Tentative de colonisation de l'Europe industrielle. Brussel, Emile Bruylant, 1905.

brevet werd verkregen? Zal het voldoende zijn het stelsel van verplichtende vergunning in te voeren zooals in Engeland, waar de uitvinder verplicht is een nijveraar van 't land op dezès verzoek toe te laten zijne uitvinding te benuttigen tegen betaling van eene overeen te komen vergoeding? Die vraagstukken zijn te kiesch om hier naar hare oplossing te durven uitzien, of zelfs ze te doorgronden. Het hoort evenwel er van stonden aan de aandacht van de Kamer op te vestigen.

* * *

De werkmanswoningen.

Herhaalde malen werden door de officieele beschermingscomiteiten, door de nationale congressen voor goedkoope woningen, door private vereenigingen, door uwe Middenafdeeling zelve wenschen uitgedrukt voor de uitbreiding van de wet van 9 Augustus 1889, namelijk, ten voordeele van geriuge beampten, briefdragers en geringe ambachtslieden.

't Is ten gevolge van die wenschen dat de Regeering ter Kamer een wetsontwerp overlegde, waarbij de verminderingen van fiskale rechten, gehuldigd door de wet van 9 Augustus 1889, uitgebreid worden tot « de aankoope van onroerende goederen waarvan de prijs of de verkoopwaarde in vollen eigendom geen 10,000 frank overtreffen en waneer de verkrijger of diens echtgenoot en, bij voorkomend geval, de medeverkrijgers of hunne echtgenooten niet in bezit zijn, persoonlijk of gezamenlijk, in eigendom of in vruchtgebruik, van de algeheelheid van onroerende goederen wier waarde in vollen eigendom, gevoegd bij den prijs of bij de verkoopwaarde van den vollen eigendom van het aangekocht onroerend goed, een gezamenlijk bedrag van meer dan 10,000 frank zou uitmaken ».

Voortaan zouden de verminderingen het onroerend goed betreffen, en niet meer de personen.

Die wet zal, naar men mag hopen, aanzienlijke gevolgen hebben voor het toenemen van het getal geringe eigendommen, en zij zal eene nieuwe aanprikkeling zijn voor het zoo belangwekkend en zoo noodig werk der verbetering van de woningen. Ook drukken wij den wensch uit, de Kamer dat wetsontwerp zonder toeven te zien behandelen.

Wij zullen hier niet nogmaals aandringen op een anderen wensch, in vorige jaren reeds uitgedrukt ten voordeele van het inrichten van het toezicht over de werkmanswoningen. Ten gevolge van een verslag van den heer A. Soenens, ondervoorzitter der rechtbank van eersten aanleg te Brussel, heeft het Congres voor arbeiderswoningen, in 1905 te Luik gehouden, opnieuw de aandacht der openbare machten erop gevestigd.

Het past ook de openbare machten te herinneren de wettelijke verplichting welke drukt op iedere gemeente om, wanneer zij beslist oude wijken te veranderen, door het afbreken van huizen, te zorgen voor het bouwen van werkmanswoningen in de nieuwe wijken.

Regeering, provincie en beschermingscomiteiten voor de werkmanswoningen, hebben tot zending te zorgen dat die verplichting nageleefd worde.

Eerlang te Brussel uit te voeren veranderingswerken zullen dienaangaande nieuwe besluiten in dien zin vergen vanwege het bestuur der hoofdstad. Wij twijfelen niet of het zal daarin willen voorzien.

* * *

De Beroepsverenigingen.

In eene belangwekkende studie welke het onlangs in 't licht gaf onder den titel : « De Arbeidsdienst van 1895 tot 1905 » erkent het Ministerie van Nijverheid en Arbeid dat het stelsel gehuldigd bij de wet van 1898 op de beroepsverenigingen niet al de uitslagen opleverde welke de wetgever daarvan verwachtte. « Een aantal vereenigingen, zegt men daarin, vooral onder die samengesteld uit nijverheidswerklieden, hebben de beperkingen van hare vrijheid tegen ruiling van de weldaad der rechtspersoonlijkheid te talrijk bevonden. Bij de landelijke arbeiders integendeel vond de wet veel meer bijval. »

Terwijl de al te strenge bepalingen der wet aan talrijke vereenigingen den lust ontnemen zich te doen erkennen, heeft de enge uitlegging door den Mijnsraad gegeven aan andere bepalingen — namelijk door te eischen dat ieder verbond ten minste zeven vereenigingen telt, — ook bijgedragen om de erkenningen te verhinderen.

De 693 beroepsverenigingen (vereenigingen en bonden) die op het einde van 1903 wettelijk erkend waren, geven inderdaad maar een zeer zwak denkbeeld van de syndicale beweging in België. De overgrootste meerderheid der werkliedenvereenigingen onttrekt zich aan elk officieel toezicht en hare leefbaarheid wordt niettemin bevestigd door onbetwistbare en talrijke bewijzen, welke het *Arbeidsblad* nagaat en onafgebroken aanhaalt.

De jongste officieuse onderzoekingen naar 't getal leden, aangesloten bij de verschillende Belgische werklieden-syndicaten, leveren de volgende cijfers op : socialistische syndicaten, 80,583 mannen en 3,094 vrouwen (in 1902); onzijdige of onafhankelijke syndicaten : 12,000 man (in 1902); katholieke syndicaten, 14,787 leden (in 1903). Men bezit geen nauwkeurige opgaven van de getalsterkte der liberale syndicaten, ongetwijfeld de minst talrijke van al.

Het Ministerie van Nijverheid en Arbeid verleent eenige voordeelen aan de beroepsverenigingen die zich door de wet doen erkennen. Het schenkt namelijk aan de vereenigingen die het aanvragen, eene toelage van 100 tot 200 frank om haar te helpen de kosten voor de eerste inrichting te dekken.

Het ondersteunt ook de propaganda bestemd om den vereenigingszin op economisch en beroepsgebied meer en meer te verspreiden bij de werklieden. Die propaganda heeft niet zoo zeer ten doel het getal erkende vereenigingen te vergrooten, als bij de volksmassa te doen doordringen het echt begrip van arbeidersvereeniging, gepaard, in de toepassing, met het beginsel van onderlingen bijstand, het nut der betrekkingen met de meesterssyndicaten ten einde hevige en jammerlijke botsingen te voorkomen.

Maar die aanmoedigingen zijn zoo gering dat er hoegenaamd niet veel vruchten van te verwachten staan.

* * *

De arbeidsbeurzen en de voorzorg tegen onvrijwillige werkloosheid.

In zijne studie over de bedrijvigheid van den arbeidsdienst, erkent het Ministerie van Nijverheid en Arbeid terecht dat het woord « arbeidsbeurs » in België genomen wordt in een gansch bijzonderen zin, heel verschillend van dien welken men daaraan toekent in Frankrijk. In beide landen werd het theoretisch begrip dat het woord moest vertolken, namelijk het bestaan van eene openbare markt, in de gewone taal vervangèn door een heel verschillend practisch begrip. In Frankrijk zijn de arbeidsbeurzen broeinesten van syndicale propagande onder de werklieden; bij ons zijn het eenvoudige kosteloze plaatsingbureelen, gelijkstaande met de « Arbeitsnachweise » in Duitschland en de « Labour-bureaux » in Engeland.

Onze kosteloze plaatsingbureelen voor werklieden zijn, de eene, liefdadige instellingen en door zich vooral te wenden tot de arbeiders zonder beroep, tot de *Unskilled*, kunnen zij soms, bij gemis van aandachtige voorzorgen, tot werktuig dienen voor hen, die zoek gaan naar arbeiders tegen verlaagd loon, en aldus onrechtstreeks nadeel berokkenen aan de aan het werk zijnde arbeiders. De andere zijn ingericht ten voordeele van hunne leden, door arbeidersvakverenigingen en zijn veeleer bestemd om de werking van de beroepsvereniging te versterken dan om de werkloozen bezigheid te verschaffen.

Deze laatste vorm kan heel zeker verbeterd worden. Maar 't is door de uitbreiding ervan dat men een practisch middel moet zoeken om het werkgebrek te verhelpen. Meer en meer wordt die vorm aangenomen door staathuishoudkundigen die voorheen de inrichting voorstonden van officieele beurzen door Staat of gemeenten. Ook de Regeering neemt dien vorm aan, want, sedert 1904, bracht zij in de begrooting een krediet van 5,000 frank om als toelagen te worden verdeeld onder de vakverenigingen die het kosteloos plaatsen van werklieden bevorderen.

Anderzijds worden door al onze gemeenten met meer dan honderd duizend inwoners, door de drie vierden der gemeenten met meer dan vijf en twintig duizend inwoners en door vijf provinciën, naar 't voorbeeld van de stad Gent, aanmoedigingstoelagen verleend voor de verzekering tegen onvrijwillig werkgebrek ingericht in den schoot der beroepsverenigingen of vaksyndicaten.

Wat de werklieden betreft die geen lid zijn van die vakbonden, er zijn hun ook toelagen verzekerd, mits zij bewijzen dat zij gespaard hebben om zich desnoods te beschutten tegen werkgebrek.

Die reeds merkwaardige poging zou, indien de Staat er aan meedeed, redematig en tevens op breeder schaal kunnen ingericht worden.

De Middenafdeeling acht dat het daartoe nuttig ware een studiecommissie

te benoemen om de voorwaarden te onderzoeken van eene mogelijke tusschenkomst vanwege den Staat.

Dergelijke commissie werd aangesteld in Denemarken en in Noorwegen. Ook in Italië, in Duitschland en Zwitserland ligt de quaestie ter studie. In Frankrijk heeft men gemeend een voorafgaand onderzoek te kunnen missen of ten minste zich tevreden te houden met het onderzoek gedaan door en voor den Hoogen Raad voor den Arbeid.

De commissie, wier benoeming wij aanprijzen, zou de studie van de verschillende wijzen van aanmoediging ten voordeele van de voorzorgen tegen onvrijwillig werkgebrek, kunnen doen gepaard gaan met de studie der werkbeurzen en plaatsingbureelen die ermede in verband staat.

't Ligt overigens niet in onze bedoeling hier haar programma op te maken, noch zelfs den vorm harer werkzaamheden te schetsen. 't Is echter noodig dat België die het eerst toelagen schonk aan de voorzorgskassen tegen onvrijwillig werkgebrek, zich niet late voorbijstreven door andere landen op dat gebied van maatschappelijke inrichting.

Hulp aan de slachtoffers van arbeidsongevallen.

Op voorstel van een harer leden heeft de Middenafdeeling onderzocht of het behoorde op de begrooting voor 1906 het krediet uit te trekken dat de Kamers vroeger hebben gestemd voor de Voorzorgs- en onderstandskas ten voordeele van de slachtoffers der ongevallen van den arbeid.

Die uitmuntende instelling, bij wet van 21 Juli 1890 tot stand gebracht, heeft voor het dienstjaar 1904-1905 eene gezamenlijke som van 219,745 fr uitgedeeld in 4,672 hulpgelden, wat neerkomt op een gemiddeld hulpgeld van fr. 47.03.

Ongetwijfeld heeft de wet van 24 December 1903, van kracht sedert 1 Juli 1903, voor die instelling een nieuw tijdvak geopend door haar te ontslaan tusschen te komen in 't meerendeel der ongevallen. Zij heeft nochtans hare toelagen te schenken aan de slachtoffers die geen rechten te doen gelden hebben om geholpen te worden of die, recht hebbende, geen toereikende hulp zouden bekomen.

De achtbare Minister van Nijverheid en Arbeid achtte dat nagenoeg 53,000 nijverheidsarbeiders zouden ontsnappen aan het nieuw vergoedingstelsel. Daarbij dient men te voegen dezen die geen eigenlijken meester hebben, de zeelieden en visschers, de dienstboden en een aantal veldarbeiders; het getal dezer laatste klassen kan onmogelijk geschat worden, maar er zijn er heel zeker duizenden.

Anderzijds, voor de arbeiders wien de nieuwe wet voortaan vergoeding verschaft voor de ongevallen waarvan zij het slachtoffer zijn, blijkt de vergoeding meermaals ontoereikend, hetzij uit hoofde van de geringheid van hun werkloon, hetzij uit hoofde van hunne familielasten.

Daarbij moet men ten slotte ook voegen zij die het slachtoffer waren van ongevallen vóór 1 Juli 1903 en die, geen vergoeding bekomen hebbende onder de vroegere wet, het voordeel der nieuwe wet niet kunnen genieten.

Voor die verschillende soorten van slachtoffers van ongevallen zal de liefdadigheid de onontbeerlijke medewerkster van het recht moeten blijven.

Het handhaven van de toelage van 110,000 frank vanwege den Staat aan de kas voor de slachtoffers van arbeidsongevallen althans voorloopig, schijnt dus gewettigd. En 't is bij eenparigheid dat de Middenafdeeling voor die toelage stemde, uit te trekken op artikel 47bis, afdeeling der *uitzonderlijke uitgaven*.

Onder voorbehoud van dat amendement is de Middenafdeeling het eens geweest om het ontwerp van Begrooting goed te keuren en u voor te stellen het aan te nemen.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

INHOUD

Algemeene beschouwingen	1
Onderzoek in de afdeelingen	1
Onderzoek in de Middenafdeeling	2
Onze economische toestand en de nijverheidssyndicaten.	4
De koopvaardijvloot	8
Het beroepsonderwijs.	13
De middelstand-dienst	16
Arbeidstoezicht.	17
De uitvindingsbrevetten	20
Werkmanswoningen	20
Beroepsverenigingen	21
Arbeidsbeurzen en voorzorg tegen onvrijwillige werkloosheid	22
Hulp aan de slachtoffers van arbeidsongevallen	24
